



T2137-467-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 487 JEUDI 23 DÉCEMBRE 1982 6,00 F

LES CADEAUX DU PATRONAT

LABEUR ET
HUMILIATION !



FOP. 2520

LISTE DES GROUPES F.A.

PROVINCE

AISNE: ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER: MOULIN - YEZEURE
ARDÈCHE: AUBENAS
AUDE: NARBONNE
B.-D.-R.: MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR
CALVADOS: CAEN
CHARENTES-MARITIMES: MARENES - ROCHEFORT
CÔTE-D'OR: DIJON
DOUBS: BESANÇON
FINISTÈRE: BREST
GARD: GROUPE DU GARD
GIRONDE: BORDEAUX - CADILLAC
HAUTE-GARONNE: TOULOUSE
HÉRAULT: BEZIERS
ILE-ET-VILAINE: RENNES
INDRE-ET-LOIRE: TOURS
LOIRE: SAINT-ETIENNE
LOT-ET-GARONNE: AGEN
MAINE-ET-LOIRE: ANGERS
MANCHE: CHERBOURG
MARNE: REIMS
MORBIHAN: PLUVIGNER
MOSELLE: METZ
NORD: LILLE - VALENCIENNES
OISE: BEAUVAIS
ORNE: FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
RHÔNE: LYON
SARTHE: LE MANS
SENE-MARITIME: LE HAVRE - ROUEN
SOMME: AMIENS
VAR: GROUPE REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE: LIMOGES
YONNE: AUXERRE
LA REUNION: LE PORT
BELGIQUE: ARLON

RÉGION PARISIENNE

PARIS: 12 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 1°, 4°, 5°, 9°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 18°, 19°, 20°.
BANLIEUE SUD
- FRESNES-ANTONY
- ORSAY-BURES
- BOULOGNE-BILLANCOURT
- VILLEJUIF, VITRY
- MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST
- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
- MONTREUIL, ROSNY
- BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST
- HOUILLES-SARTROUVILLE
- VERSAILLES

BANLIEUE NORD
- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
- DOMONT
- ARGENTEUIL, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- DEUIL-MONTMAGNY
- STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
- CERCLE INTER-BANQUES
- LIAISON ORTF
- LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD: Noyon, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Héhin, Beaumont, Saint-Quentin, Soisson.
EST: Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Jura.
ILE-DE-FRANCE: Maule, Brunoy
OUEST: Bégard, Quimper, Routot, Laval, Portiers, Saintes, Chatelleraut, Angoulême, Lorient, La Roche-sur-Yon.
CENTRE: Blois, Vierzon, Le Puy, Monistrol-sur-Loire, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand
SUD, SUD-OUEST: Salon-de-Provence, Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, MontPELLier, Périgueux, Antibes, Tournon, Beaucaire, Pays Basque, Sainte-Affrique, La Seyne-sur-Mer, Nice-Cannes, Lot.
RHÔNE-ALPES: Thonon-les-Bains, Chambéry, Grenoble.
CORSE: Ajaccio.
GUADELOUPE: Gourbeyre.

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupe de Noyon: permanence le 1er jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
Groupe Michel Bakounine: permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
Groupe Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.
Groupe de Rennes: le mardi à partir de 20 h à la MJC La Palette.
Permanences FA d'Angers: tous les vendredis de 17 à 19 h, à la Librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille: le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide: Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
Groupe du 11: permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens: permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne: tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe « Soleil noir » de Cadillac: tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin: petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
Groupe « Les temps nouveaux » de Brest: permanence le 3e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
Groupe Fresnes-Antony: le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél.: 668.48.58.
Liaison Blois: permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, ap 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château: tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23).80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux: le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline: 26, rue Piat, Paris 20°. Permanences le 1er et 3e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon: 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
Groupe d'Aubenas: de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
Groupe Louise Michel: permanence chaque mardi, à 20 h, au local du groupe, 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris.
Groupe de Beauvais: permanence le 1er mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
Liaison d'Aix-en-Provence: permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
Liaison Brunoy: permanence dans son local (foyer social): 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Marolles, le jeudi de 19 h à 20 h.
Groupe de Lille: tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq et les deux premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue Fontenoy à Lille.
Groupe de Caen: permanences et table de presse le jeudi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.
Permanences des Relations Intérieures, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amélot Paris-11° (m° République), tél.: 805.34.08.

Un moyen original de propagande en faveur de l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste: le calendrier 1983 du Monde libertaire:



Un choix de douze premières pages du Monde libertaire et une couverture, éditées par le groupe Jacob de la FA sur papier glacé, format 30 x 40, en deux couleurs: noir et rouge. Prix: 20 F + frais de port: 5,80 F. Il est disponible à Publico, 145, rue Amélot, Paris-11°.

COMMUNIQUÉS

- Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se former à Quimper. Il invite les sympathisants de la région à le contacter par l'intermédiaire des RI, au 145, rue Amélot, Paris-11°.
• Une liaison s'est créée sur Brunoy (91 - Essonne). Les libertaires de la région intéressés peuvent nous contacter par l'intermédiaire des R.I.
• Le groupe de Caen de la Fédération anarchiste appelle tous les sympathisants à le rejoindre dans le but d'intensifier la propagande des idées libertaires sur la région. On peut rencontrer les militants un jeudi sur deux à leur table de presse au R.U. B.
• Les sympathisants libertaires travaillant à l'Office national des forêts sont invités à prendre contact avec la liaison existant dans ce secteur par l'intermédiaire des RI.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore: abonnez-vous!

Rédaction-Administration 145, rue Amélot, Paris 11°
Directeur de publication Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°
Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

BONDY

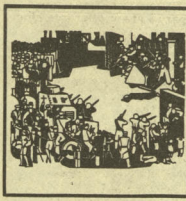
Le groupe de Sevrans-Bondy organise, le vendredi 7 janvier, à 20 h 30, au Centre Alfa de Bondy (3, allée des Pensées), une réunion d'information sur Radio-Libertaire. Un animateur de la station sera présent et nous aborderons l'historique de la radio, son fonctionnement actuel et notre attitude face à un gouvernement qui ne cherche qu'à interdire la « voix sans maître ». Nous convions bien sûr à cette réunion tous les auditeurs bondinois de Radio-Libertaire.

Germinal n° 20 est paru. Au sommaire: procès antimilitariste à Amiens; dossier « flic, racisme et Pigeonnier »; mémoire anarchiste amiénoise; réflexion d'une institutrice de campagne; une page de poésie; pleins feux sur l'issue de secours; troupe théâtrale; l'affaire du Coral; revue de presse; etc.

Le numéro: 5 F. Abonnement pour dix numéros: normal 50 F, de soutien 70 F et plus. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Martine Lefebvre et à envoyer à la boîte postale n° 7, 80330 Longueau.

Le groupe Eugène-Varlin de la FA vient d'éditer une brochure de Carlo Cafiero qui s'intitule Communisme et anarchisme. Elle est en vente à Publico au prix de 4 F.

SEBASTIEN FAURE LA CRISE ECONOMIQUE LE CHOMAGE



La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste vient d'éditer La Crise économique, le chômage. Origines, conséquences, remèdes, de Sébastien Faure. Cette brochure est en vente à Publico au prix de 12 F l'unité.

ARCHIVES

La secrétariat Histoire de la Fédération anarchiste recherche tous documents ayant un rapport avec le mouvement anarchiste, qu'ils soient écrits (livres, bulletins, lettres) ou sonores (films, cassettes). Ces documents seront mis à la disposition des personnes désirant faire certains travaux. Ils sont à envoyer au secrétariat Histoire, c/o Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tél.: 805.34.08. Nous profitons de ce communiqué pour remercier à nouveau les personnes ayant déjà envoyé ou apporté des archives et celles à venir.

Sommaire

Table with 2 columns: Page number and Content description. Includes: PAGE 2 Activités des groupes FA, PAGE 3 Fête du Riflard, PAGE 4 C'est reparti, PAGE 5 La poudrière ardennaise, PAGE 6 Décentralisation..., PAGE 7 Les zones d'éducation prioritaires, PAGE 8 Le Coral, PAGE 9 L'Etat algérien et les intégristes, PAGE 10 Informations internationales, PAGE 11 Notes de lecture, PAGE 12 Disques, théâtre...

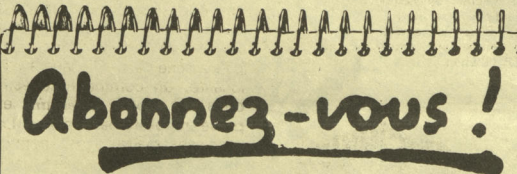


Table with columns: TARIF, France, Sous pli fermé, Etranger, LE MONDE LIBERTAIRE. Rows for 13 n°, 25 n°, 50 n°.

BULLETIN D'ABONNEMENT form with fields for Nom, Prénom, Rue, Code postal, Ville, Pays, and checkboxes for Abonnement, Redevance, and Paiement à l'ordre de Publico.

en bref... en bref...

• Amnesty international lance un appel pour la protection des droits fondamentaux en Namibie. Effectivement, le gouvernement de Botha a délégué des pouvoirs très étendus à l'armée et à la police. Cet état de fait a engendré les plus mauvaises garanties des droits fondamentaux dans ce pays, tortures et violences dans des camps secrets, fusillade de civils sans aucun jugement, procès truqués, etc. En rendant public cet appel, Amnesty international attire également l'attention sur plusieurs personnes ayant « disparu » et sur quarante-cinq prisonniers qui purgent une peine à perpétuité.

Au Brésil, Amnesty lance une campagne pour la libération de deux prêtres, Aristide Camio et François Gaurio, condamnés par le tribunal militaire de Belem à huit et dix ans de prison, pour avoir incité à « une lutte violente entre les couches sociales ».

• Le vendredi 3 décembre 1982, dans les locaux scolaires non désaffectés, les forces de l'ordre, armées de menottes et de matraques sont intervenues à la demande du conseil municipal de Porta auprès des parents et enfants qui occupaient provisoirement les locaux scolaires vides. Les trente-cinq personnes présentes sont sorties dans le calme. Les parents demandent que soient mis à leur disposition ces locaux pour la création d'une crèche parentale, et à ce jour, la seule réponse a été l'envoi des forces de gendarmerie.

L'Association (c'est le nom du groupement des parents/enfants) dénonce cette attitude irresponsable et appelle à ce que vous soutenez leur action.

Pour tout contact : M. Auguste Serma, président de l'Association « défendre et garantir la vie en Cerdagne », 22700 Porta.

• Un comité de soutien s'est créé autour de Philippe Delannée. Philippe, après quarante, puis vingt jours d'arrêt de rigueur, pour avoir refusé le port de l'uniforme lors de son incorporation à la caserne de Soisson (O2), a été transféré le 29 novembre à la prison militaire de Lille. Depuis, il est totalement isolé. Vous pouvez lui écrire : Philippe Delannée, matricule 15469, cellule 111, section A, maison d'arrêt de Loss, rue du Trait de Loos, 59120 Loos-les-Lilles. Un comité de soutien s'est créé à Laon pour l'aider dans ses problèmes et dans sa lutte. Pour tout contact : Comité « Amélioration de la loi d'objection, liberté pour Philippe Delannée », c/o Pierre Jennequin, 5, rampe Saint-Marcel, 02000 Laon.



Fête du Riflard

« HI nous en avons trouvé des prétextes pour faire la fête : d'abord, c'était le troisième anniversaire de notre journal local, *Le Riflard* ; ensuite, c'était la naissance des Editions du Riflard, avec le premier numéro d'une collection de brochures.

C'est donc ainsi que, le dimanche 12 décembre, s'est déroulé la fête du Riflard à laquelle plus de cent cinquante personnes ont assisté.

La partie artistique fut assurée dans un premier temps par Daniel Vachée, puis par Louis Capart, qui eurent le loisir de nous offrir leur talent. Ceux qui ne les connaissaient pas encore ont pu apprécier leurs chansons ; quant aux autres, ils purent en découvrir de nouvelles.

Ensuite, un militant de notre groupe fit une allocution où, après une description de la situation générale actuelle, il mit l'accent sur les caractères locaux de problèmes tels que la sécurité, le logement, la vie dans les entreprises, montrant que les politiques, de droite comme de gauche, étaient tout à fait incapables d'apporter des solutions valables à nos problèmes pratiques

et que, en conséquence, les prochaines élections municipales ne pouvaient être en aucun cas notre affaire.

Car, comme il fut dit : « Si nous voulons améliorer et transformer les choses, eh bien il faudra le faire nous-mêmes. »

Malgré le manque d'habitude de notre compagnon à parler en public, le message fut bien perçu, la preuve en est les applaudissements soutenus qui ont fusé de toute part.

Enfin, Serge Utge-Royo se chargea de mener à bien la deuxième partie artistique. Entreprise tout à fait réussie, puisque ne voulant plus se séparer de lui, l'assistance fit se terminer cette fête légèrement plus tard que prévu.

Sur le plan financier, le prix de l'entrée avait été laissé à la volonté des participants, et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette volonté s'est avérée conséquente.

Bref, cette première fête du Riflard fut une réussite, et avec une ambiance fraternelle de la sorte, nous ne pouvions que nous dire en nous séparant : « A la prochaine ! »

Groupe Montreuil-Rosny



Réunion publique à Versailles

Le mardi 7 décembre 1982, le groupe libertaire de Versailles a organisé sa seconde réunion publique au centre Huit, 8, rue de la Porte de Buc, à Versailles. Une campagne sérieuse d'affichage sur la localité, un communiqué écrit dans *Le Monde libertaire* et passé régulièrement sur « La voix sans maître » ont permis à une trentaine de personnes d'écouter l'exposé détaillé d'un membre de la Libre Pensée qui a traité de manière philosophique la question en examinant logiquement la religion catholique, la religion musulmane et le bouddhisme. Puis un militant de notre organisation a fort bien parlé de l'infiltration de la religion dans le quotidien (éducation, sexualité, travail...), ce qui a amené le public à débattre notamment sur le sujet de la Pologne, un membre de la CFDT précisant justement que Solidarność était composé de multiples facettes.

L'heure tardive n'a guère permis aux personnes présentes et intéressées par le sujet de s'éten-

dre davantage sur des sujets aussi importants que la révolution islamique et la réponse à la création.

Le groupe libertaire de Versailles avait invité — dans un souci d'objectivité et de pluralisme — un membre de l'évêché de Versailles ; malheureusement, ces gens-là ne se sont pas déplacés, refusant dans une certaine mesure de débattre librement face à un auditoire attentif.

Le groupe libertaire de Versailles continuera de diffuser largement les principes anarchistes ; après notre première réunion sur la contraception masculine en juin dernier et celle organisée avec succès au début de ce mois, nous prenons date au printemps prochain pour une troisième réunion-débat axée sur la gestion directe.

La religion nie-t-elle l'individu ? Les personnes réunies en cette veille de l'Immaculée Conception ont répondu affirmativement en fondant leurs propos sur le fondement même des Ecritures.

Groupe libertaire de Versailles

Editorial

QUELLE que soit sa nature, tout Etat est autoritaire. Quel que soit les privilèges qu'il défend, tout Etat est un instrument politique de subordination. Que ce soit en Argentine, où la bourgeoisie, peureuse, confia son destin aux militaires, ou en Pologne, les travailleurs subordonnés économiquement en vendant leur force de travail le sont également politiquement par l'Etat.

Qu'il soit bourgeois, libéral ou marxiste, l'Etat opprime, réprime et tue.

L'Etat, forme violente de l'autorité, n'hésite pas à envoyer ses forces répressives (police, milice, armée) pour briser les éventuelles révoltes des travailleurs qu'il asservit. Les manifestations du 16 décembre en Argentine en sont la preuve. La chappe de plomb qui pèse sur les Polonais en est une autre.

A l'Est comme à l'Ouest, des millions de gens n'ont que la misère comme quotidien, et la grisaille kaki comme horizon. Si le prolétariat mondial doit s'émanciper économiquement, il doit également s'émanciper politiquement. Non pas en conquérant l'appareil dont s'est dotée la bourgeoisie, mais bien en le détruisant dès le premier jour, et complètement. S'en prendre aux racines même du mal. S'en prendre à l'origine et non pas aux conséquences. On ne soigne pas le cancer avec un cachet d'aspirine !

Toute étape intermédiaire a vu, au contraire, un Etat se renforcer et non pas dégénérer. Les travailleurs des pays de l'Est en savent quelque chose. Il est clair que toute structure capitaliste engendre une structure coercitive : l'Etat, structure qu'il convient de combattre sans merci.

Encore un meeting ?

Il était temps, un an et demi après la venue de la gauche au pouvoir, d'expliquer et de discuter de notre analyse de la société française d'aujourd'hui. Aux mois de mars et d'avril 1981, nous faisons campagne pour l'abstention, arguant — si l'on résume — que ce n'est pas un changement de personnel au pouvoir qui provoquera un changement de société ; or, c'est bel et bien la société qu'il faut changer. Il nous est maintenant nécessaire (évidemment) d'envisager ce que nous pouvons faire aujourd'hui.

Faisant suite à une série de cours intitulée « Anarchisme et révolution », nous organisons mardi 14 décembre une réunion publique sur le thème : « La gauche a promis ; les anarchistes proposent... ».

Les orateurs évoqueront tout d'abord les promesses non tenues : elles concernent, vous le savez, des sujets tragiquement importants tels que l'énergie nucléaire, les dispositions prises à l'égard des chômeurs, etc. L'incapacité du gouvernement « socialiste » à réaliser une politique qui, bien évidemment, ne soit pas un grand changement, mais qui seulement puisse fournir ce que nous appellerons globalement de meilleures conditions de travail, ainsi qu'un certain droit à la liberté d'expression a été mise en lumière par la camarade qui a évoqué l'exemple de la grève récente de l'ORTF. Le dernier orateur, quant à lui, nous a entretenus des options du mouvement libertaire, et en particulier du rôle que peuvent tenir les anarchistes dans les syndicats.

C'est ce dernier thème qui constituait l'essentiel du débat apporté par le public : un débat apparemment sans passion, mais qui pourtant n'évoqua que des questions tout à fait cruciales. Nous n'allons pas ici reproduire ce débat ; disons qu'il a été intéressant dans la mesure où il est intéressant d'abord des questions pratiques : qu'on nous pardonne, mais nous nous en félicitons.

Groupes Louise-Michel et Eugène-Varlin

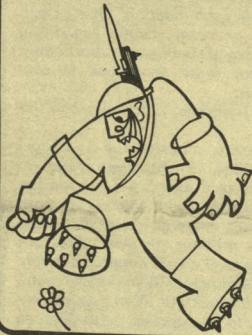
DÉTENTION INSOUMISE D'AGEN À PARIS

Jeudi 2 décembre, à 14 h, au tribunal correctionnel de Marmande (Lot-et-Garonne), avait lieu le procès d'un militant de *Avis de Recherche*, Richard Laurent qui, déserteur-insoumis, comparait dans un premier temps pour « usage de faux papiers ». Une bonne trentaine de militants, pour la plupart anarchistes et (ou) antimilitaristes, vinrent à cette occasion, par leur présence, manifester leur soutien. Présence prévisible et quelque peu inquiétante, semble-t-il, puisqu'elle nécessita des autorités locales un déploiement policier plus que conséquent. Et c'est après deux heures et demie de « délibération » que le verdict tomba : trois mois fermes. Trois mois ? Alors que Richard, à Agen, où il était détenu, en avait effectué quatre ? Vraiment, l'arithmétique de « notre justice » est bien tortueuse !

Quelques temps après, c'est-à-dire le 15 décembre, Richard Laurent fut transféré de la maison d'arrêt d'Agen pour la capitale, Paris, où il devrait être jugé cette fois-ci pour insoumission. Date et lieu du procès encore inconnus à ce jour. Affaire à suivre.

Groupe libertaire d'Agen de la Fédération anarchiste

C'EST REPARTI !



VENDREDI 10 décembre, Jean-Albert Lebouc a comparu devant le tribunal correctionnel du Mans pour insoumission au service civil. Cent cinquante personnes environ ont assisté à l'audience, dont les membres du comité de soutien et du groupe de la Fédération anarchiste. Les réunions hebdomadaires du comité de soutien ont été suivies par une cinquantaine de personnes dont un noyau avoisinant la trentaine. Réuni sur une base antimilitariste, le comité de soutien a procédé à l'élaboration et à la diffusion d'un tract et d'une affiche, ainsi qu'à l'organisation d'un gala et d'un repas de soutien au restaurant autogéré *Le Bouffon*. Deux émissions ont été diffusées sur les radios locales. Contactée, la télévision régionale s'est déplacée le jour du procès, tout comme la presse écrite locale.

Par ailleurs, cinq membres du comité de soutien, dont deux militants de la Fédération anarchiste, ont renvoyé leurs papiers militaires en les adressant au ministère de la Défense, avec un texte exprimant leur antimilitarisme.

Un autre soutien s'est manifesté par des communiqués de presse émanant d'une part de la Fédération anarchiste et de la CNTF locale exprimant leur solidarité antimilitariste, et d'autre part du Comité pour les six mois (comme promis !...), dénonçant la répression.

Lors de son réquisitoire, le procureur a refusé de porter un jugement sur le service militaire, estimant que ce n'était ni son rôle ni le problème du jour. Il a également refusé de se situer sur le terrain du délit d'opinion. Estimant que l'attitude de Jean-Albert dénotait une incohérence entre son travail éducatif et sa prise de position, il a conclu à une amende de principe pour une affaire posant un problème de principe.

L'avocate de Jean-Albert, Maître Hay, a entamé sa plaidoirie avec les incohérences gouvernementales, la distorsion entre les promesses et les réalités (service à six mois, réformes du statut). Elle a ensuite plaidé l'illégalité du décret de Brégançon, s'appuyant surtout sur le Constitution de 1958 qui prévoit que les libérés (et leurs restrictions) ne peuvent être réglementés que par voie législative. Elle a aussi souligné l'aspect sélectif de la répression, pour terminer sur une évocation de la situation personnelle de Jean-Albert.

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 7 janvier à 9 h.

Le groupe du Mans de la Fédération anarchiste appelle tous les sympathisants à participer en grand nombre à ce nouveau rendez-vous antimilitariste.

Francis (groupe libertaire du Mans)

La pression des travailleurs-paysans s'accroît

DANS l'Hérault, les luttes pour la maîtrise du foncier, par ceux qui l'utilisent directement — les travailleurs/paysans —, contre les spéculateurs, qu'ils soient exploitants agricoles ou promoteurs touristiques ou forestiers, sont un enjeu qui conditionnera de façon de plus en plus cruciale l'orientation de l'agriculture dans les années à venir.

Chacun sait que les orientations de politique régionale des vingt dernières années étaient de brader l'agriculture du sud-est au profit d'autres régions, qu'elles soient hors de France ou non, et d'en faire un pôle de développement touristique avec ce que cela sous-entend : les côtes maritimes et les vallées se surpeuplent en saison, les habitations et les terrains continuent de se vendre à des prix sans commune mesure avec les coûts de production agricole ; Quant à l'arrière-pays, il est abandonné à une désertification grandissante, que ce soit en le laissant à l'abandon ou en le plantant en résineux. Les dures luttes des viticulteurs du Midi, depuis vingt ans, ont illustré partiellement le refus de cette évolution.

Après un trimestre de propagande sur l'enjeu foncier (réunions publiques, affichages, labours symboliques de terres appartenant à la SAFER et laissées en friche, l'union départementale MIVOC (Mouvement d'intervention des viticulteurs occitans) — travailleurs/paysans adhérents à la Confédération nationale des travailleurs/paysans — a franchi un pas de plus le jeudi 12 décembre en installant un de ses adhérents sur une ferme, la Vernède, appartenant à la SAFER, aux limites du Larzac, et ce bien sûr illégalement.

La SAFER voudrait vendre cette propriété, d'échelle familiale, à un prix hautement spéculatif, et d'ailleurs démanteler la ferme en proposant d'un côté les terres à un industriel qui y planterait des sapins, et les bâtiments seraient laissés au libre arbitre des... promoteurs touristiques.

Cette action syndicale des travailleurs/paysans s'oppose directement à la politique agricole et d'aménagement régional. Nous voulons contraindre le gouvernement à prendre les mesures

législatives déterminantes qui permettraient à des agriculteurs de s'installer sans passer par l'achat du foncier, c'est-à-dire l'endettement pendant une vie et la contrainte d'une capitalisation sans valeur productive.

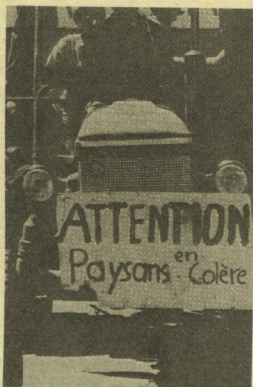
Nous revendiquons la création d'offices fonciers qui loueraient des terres par des « baux de carrière », c'est-à-dire pour la durée de la tenue de l'exploitation. L'enjeu de cette lutte foncière est d'importance, car elle s'oppose à la fois à la propriété privée du sol et à la transformation des terres agricoles en lieux uniquement touristiques ou de désertification spéculative.

Lors de cette occupation, la mobilisation et la détermination des travailleurs/paysans était conséquente et faisait plaisir à voir. Nous ne devons pas perdre de vue que cette bataille syndicale importante sera de très longue haleine, et que notre victoire n'est pas du tout évidente face aux intérêts politiques et financiers d'un capitalisme en restructuration et sachant épouser des visages multiples.

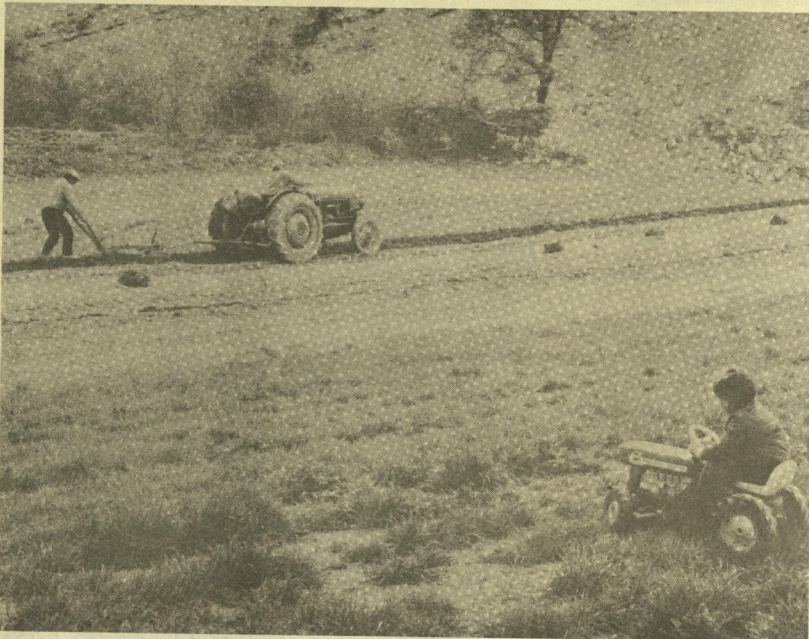
A quelques semaines des élections professionnelles et syndicales des chambres d'agriculture, cette action directe servira aussi localement de test et nous permettra de distinguer les rares et éventuels alliés, face à nos historiques oppresseurs qui sont toujours fortement présents et font presque la pluie et le beau temps dans nos campagnes.

Ni bronze-cul ni enjeu spéculatif : la terre à ceux qui la travaillent.

Alain CRAPAUD (FA du Gard)



LUTTE POUR LA TERRE



DANS la Drôme, dix mille hectares de terres sont incultes. En 1980, Marianne Girard et Gérard Perdrix sollicitent en vain un bail sur la propriété des Sagnes à Beaumont-en-Diois (quatre-vingt-deux hectares).

Soutenus par le conseil municipal, ils engagent une procédure de récupération des « terres incultes », conformément à la loi (article 39 du Code rural). Le préfet déclare les terres « incultes et récupérables » le 4 décembre 1981. L'autorisation d'exploiter est accordée au jeune couple par le tribunal paritaire des baux ruraux de Die.

Pour contrecarrer l'application de la loi, le syndic des propriétaires fait appel et fait mettre en vente la propriété aux enchères publiques au tribunal de Draguignan, dans le Var. La mise à prix de huit cent mille francs (largement supérieur à l'estimation) écarte les agriculteurs de l'achat de ces terres.

Le jeudi 4 novembre 1982, pour la troisième fois, les agriculteurs, en soutien, font le déplacement à Draguignan (environ trois cents kilomètres). Déjà, leur détermination avait permis le report de cette vente à laquelle ils s'opposent. Cette fois-ci, le

juge, pour assurer la vente, fit croire à un nouveau report par l'intermédiaire d'un représentant des forces de l'ordre. Sitôt le départ des paysans, le juge reprit la vente aux enchères. Se voyant trompés, ceux-ci tentèrent de regagner la salle, mais ils se heurtèrent à un cordon de flics. Un affrontement s'ensuivit au cours duquel deux policiers se blessèrent (un nez cassé).

Considéré comme le meneur de l'assaut, Claude Veyret, agriculteur de Mongelon, conseiller municipal et délégué cantonal de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) a été arrêté et présenté au parquet de Draguignan. Il a été écroué à Marseille sous l'inculpation de voies de fait sur agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions (article 309 du Code pénal).

Alors qu'ils étaient quatre cent-cinquante à manifester le samedi 13 novembre à Die pour exiger sa libération immédiate, il fut condamné le vendredi 26 par le tribunal correctionnel de Draguignan à huit mois de prison dont quatre avec sursis et à trois ans de mise à l'épreuve. Cela à la stupéfaction des deux cents personnes venues le soutenir.

L'ensemble du mouvement de soutien, composé des agriculteurs et de leurs organisations syndicales, exige :

- la suppression des ventes aux enchères des terres ;
- l'attribution immédiate de dix mille hectares de terres incultes du département, afin d'installer des jeunes agriculteurs ;
- la libération immédiate de Claude Veyret.

Nous ne pouvons quatre solidaires de Marianne et de Gérard. Pour nous, anarchistes, la terre appartient avant tout à celui qui la travaille, et ce fait prime sur le droit à la propriété. Il est inadmissible que la terre reste inculte par le simple bon vouloir d'un propriétaire qui, lui, a d'autres sources de revenu, alors que les jeunes qui désirent cultiver ont toutes les difficultés pour pouvoir s'installer. De plus, nous condamnons la spéculation foncière.

De nombreuses manifestations de soutien ont eu lieu sur le Diois. L'une — spectaculaire — consista, pour quatre jeunes du comité de soutien, à se suspendre durant cinq heures, avec des cordes de rappel et une banderole, à l'église de Die.

Daniel (liaison FA de Lyon)

LA POUDRIÈRE ARDENNAISE

C ES bons sociaux, qui s'indignent de l'état de siège en Pologne, restent étrangement silencieux quand leurs complices au pouvoir instaurent en Ardennes un quadrillage permanent.

Bleus et zozos

Les « bleus » font partie intégrante de la vie ardennaise, et les routes sont sillonnées de convois de cars, camions bâchés et autres command'cars. La population redécouvre avec délice les charmes de l'Occupation. Des heurts sporadiques opposent casqués et sidérurgistes. La presse aux ordres, la droite aux abois, relayées par une PCGT particulièrement ordurière, fustigent les éléments incontrôlés venus d'ailleurs et s'élèvent vigoureusement contre « cette violence qui reste impunie ». Contestons, mais dans l'ordre et la dignité.

Il est indéniable que quelques zozos, dont la conscience ne dépasse pas la portée d'un lance-pierres, viennent ici vivre leurs phantasmes militaro-virilo-sexualo-maso, etc. Leurs actes gratuits ravissent les détracteurs de tout poil. Leurs exactions s'étalent grossièrement en première page des baveux locaux.

Soyons clairs, il ne s'agit pas de condamner certaines actions en tant que telles, mais de dénoncer leur caractère élitiste, avant-gardiste et même parfois franchement irresponsable. La lutte antinucléaire et, dans une moindre mesure, la lutte contre l'Etat, se cristallisent actuellement sur Chooz et Vireux, nous amenant un soutien extérieur non négligeable, à condition qu'il ne soit pas le fait de groupuscules venus là vendre leurs cacahuètes ou d'individus croyant posséder la science infuse et qui se foutent totalement des réalités quotidiennes afférentes à toute lutte.

Le Plogoff de la gauche

Chooz est en passe de devenir le Plogoff de la gauche. Cet état de fait comporte le danger de focaliser les médias sur la lutte d'un seul site, laissant ainsi dans l'ombre ce qui peut se passer ailleurs (Civaux-Golfech...).

La social-démocratie, si pressée d'en finir avec les deux symboles hérités de la droite (Larzac, Plogoff), ne se prive pas d'employer les moyens de celle-ci pour faire taire et mettre au pas ceux qui contestent l'ordre socialiste. Dignes d'un Marcellin ou d'un Bonnet, les récentes déclarations de Franceschi, concernant ce qui se passe dans les Ardennes, sont sans ambiguïté. Sous la pression des « bien-pensants », la répression doit s'accroître. Premier résultat : un sidérurgiste, porteur d'une arme de sixième catégorie (lance-pierres) a été arrêté au cours de récents affrontements par des ELI (Equipes légères d'intervention) et a été inculpé et écroué.

La mort lente

Dans ce concert de hurlements effarouchés, il y a peu de voix « officielles » pour poser les vrais problèmes. Même si l'UD-CFDT dénonce « la violence du système capitaliste, comme étant la première violence à condamner, celle qui ferme les entreprises, qui fait deux millions de chômeurs, des millions de smicards, des conditions de travail déplorables », il est évident que tout ce beau monde politicard professionnel ne veut surtout pas dévoiler la vérité : les Ardennes belges et françaises sont vouées à une mort lente et à devenir un désert où se côtoieront centrale, surgénérateurs, usine de retraitement (on en cause) fusées Pershing. Quand on sait qu'un politicien a déclaré que l'avenir des Ardennes pourrait passer par des industries d'armement, l'on s'aperçoit que tout colle : la boucle est bouclée !

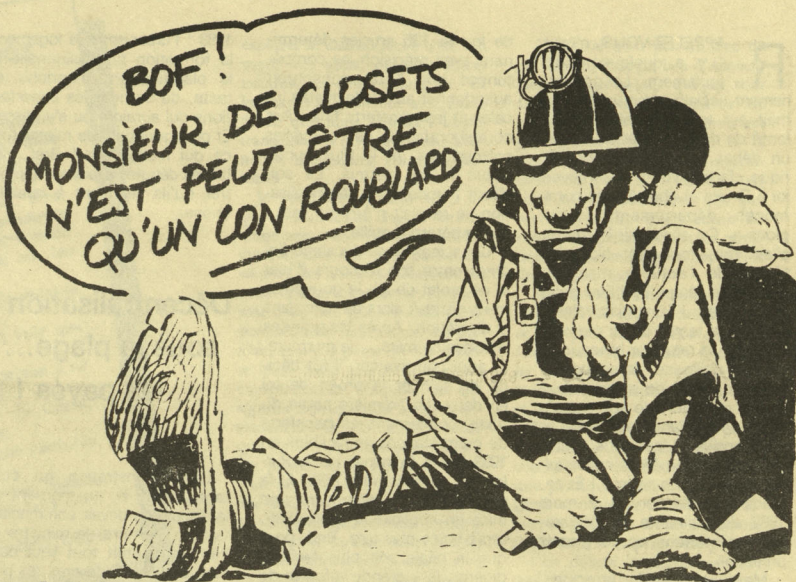
Hormis les paroles et les promesses, aucune autre solution concrète n'est proposée pour la reconversion des travailleurs de la Chiers, excepté évidemment le chantier de construction de la centrale de Chooz II. Ce choix, violemment rejeté par les sidérurgistes, a permis le regroupement avec le mouvement antinucléaire. Certes, il faut admettre que la Chiers tringue également en fonction de ce qu'il est devenu d'appeler la crise de l'acier. De petites boîtes ferment, faute de n'avoir pu suivre le rythme effréné de la concurrence internationale, mais d'autres, théoriquement viables et compétitives, sont en danger. Pourquoi ?

Le point

Sur le terrain, il semble qu'après les longs affrontements de la fin novembre, on sente un besoin de souffler un peu, de faire le point. A l'approche des cantonales partielles du 12 décembre, dans la pointe de Givet, le dispositif policier s'est allégé. L'occupation s'était faite moins voyante, plus décentralisée (pour employer un mot à la mode), à condition que de nouveaux barrages n'apparaissent pas sur l'unique route reliant la pointe au reste du département. J'ouvrirai ici une parenthèse pour en citer un (barrage) particulièrement efficace, consistant en un câble d'acier, tendu au travers d'un pont et passant autour de pylônes électriques alimentant une ville toute proche. Parallèlement à ces actions « dures » (parmi lesquelles on peut encore noter des attaques de gendarmerie, des mises-à-sac de locaux EDF, centre d'impôts, organismes patronaux, de l'incendie d'engins de travaux publics destinés au chantier de la centrale, etc.), un nouvel effort de sensibilisation a paru nécessaire : caravanes d'information dans les communes concernées par l'implantation de Chooz II, soirées films, débats, chansons, chaque premier samedi du mois. A noter la sortie prochaine d'un film *Les Clochards de Chooz*. Actuellement, deux moyens d'information : Radio La Pointe et un journal du même nom « issu de la résistance des Ardennais du canton de Givet ».

En conclusion, un « mouvement » semble sortir du creuset formé par les luttes conjointes de Chooz et de Vireux, un mouvement qui se veut autonome, seul maître de ses décisions en dehors de toute influence syndicale ou politique. Sans tomber dans le travers marxien de vouloir coûte que coûte faire coller les événements avec une idéologie quelle qu'elle soit, on peut dire qu'y s'opère des choses dans les Ardennes.

Aimé (liaison Ardennes)



L E capitalisme est en crise. C'est vrai, c'est lui qui le fait et qui le dit. En conséquence de cette logique implacable, les exploités doivent principalement — et si possible en totalité — payer les frais de la conjoncture.

Voilà le discours idéologique dont nous abreuve à longueur de pages et de temps d'antenne le groupe qui aspire à devenir dominant : les socio-cléricaux. Pour le diffuser, en même temps que la peste émotionnelle sur laquelle ils s'appuient, ils disposent de nombreux relais parmi les organisations politiques (une partie importante du PS, le PSU, le CDS et divers groupuscules), les syndicats (les appareils CFDT et CFTC), les églises (la hiérarchie catholique et une bonne fraction des protestants), la presse (*Témoignage chrétien*, *Le Nouvel Observateur*, *La Vie*, *La Croix*, *Le Monde*, *Le Matin*, etc.), plus de nombreuses « associations » qu'ils ont créées ou infiltrées (la fédération de parents d'élèves dite « Andrieu » en étant un des exemples les plus récents).

Ils ont passé un accord au moins tacite avec la fraction la plus « éclairée » du patronat pour faire supporter la crise aux exploités en les encadrant dans des structures néo-corporatistes qu'ils commencent à mettre en place sous couvert d'« expression des salariés » dans l'entreprise, de « nouvelle citoyenneté » dans l'entreprise, de « démocratisation » des entreprises.

Ce pauvre minable de Gérard Deuil n'a rien compris aux leçons de son père, ancien « silloniériste » : quand on veut revenir en arrière à moindre frais, il faut marcher à reculons et convaincre le bon peuple qu'on continue d'avancer. Il devrait demander des leçons particulières à Edmond Maire.

A l'occasion, les relais peuvent être de simples individus occupant des positions en vue. C'est le cas de François de Closets, journaliste qui s'est fait un nom à la télévision.

Volant au secours de la victoire espérée, il vient de commettre un ouvrage où les demi-vérités côtoient allègrement les demi-mensonges et dont l'objectif évident est de diviser les exploités en prétendus « privilégiés » et « non-privilégiés », afin de culpabiliser les premiers pour le plus grand profit du patronat.

S'y ajoute la culpabilisation, par rapport aux chômeurs, de ceux qui ont un emploi rémunéré, reprenant ainsi un thème de la CFDT.

Les éternels réinventeurs du fil à couper le beurre lui ayant fait un succès, il a bien fallu que la télé l'utilise dans un débat. Pipé, cela va de soi. Devant les caméras du *Nouveau Vendredi* de FR3, on avait donc réuni, outre François de Closets, le stalinien Philippe Herzog du bureau politique du PCF, Christian Pierret le socio-cléric de service du PS, enfin Lionel Stoleru socio-cléric infiltré dans l'équipe Giscard, vous vous souvenez. celui qui prit dans son staff un militant CFDT de chez Peugeot, au moment de lancer l'inoubliable campagne de pub en faveur de la « revalorisation » du travail manuel. Du beau linge.

Comme spectateurs et commentateurs éventuels, des élèves d'un LEP bien peu à l'aise et en partie piégés par le discours tiers-quartmondiste, ainsi que quelques polytechniciens suffisants à souhait.

Nos quatre compères s'affrontaient d'abord avec un film de huit minutes, réalisé par chacun d'eux. Celui de François de Closets caricaturait son bouquin déjà caricatural. Herzog n'avait pas su — ou pas pu — s'évader du réalisme socialiste : Jdanov n'est pas mort sans descendance. Stoleru, le plus décontracté, rappelant l'instauration par Jules Ferry de l'instruction « libre et obligatoire », oubliait curieusement l'épithète « laïque » ; une omission à peine politique. Quant à Christian Pierret, il poussa l'esprit de clocher jusqu'à ne pas sortir de sa circonscription électorale.

Au cours de la discussion, Herzog fut tout de même le moins moche, quand il ne poussait pas ses couplets patriotards, accusant justement de Closets de rapetisser l'éléphant de l'exploitation, de le peindre en blanc, de se mettre devant pour le cacher et d'attirer notre attention sur les moineaux égarés dans le zoo. Percutante, l'image décrit bien la réalité.

Stoleru s'est déclaré pour la méritocratie et contre la lutte des classes. Aucun des fringants polytechniciens n'eut la présence d'esprit de lui demander s'il était aussi contre la rotation de la terre autour du soleil.

Christian Pierret a mangé le morceau en nous montrant des

ouvrières (de ses électrices potentielles) faisant redémarrer une usine après faillite sous la « direction » de la secrétaire — syndiquée CGT — du comité d'entreprise. « C'est notre chef », disaient-elles d'elle. Elle qui expliquait sans fioriture que ce n'était pas le moment de revendiquer des augmentations de salaire.

Christian Pierret a mangé le morceau une seconde fois en récitant son chapelet sur les « pouvoirs intermédiaires ». Ah ! les pouvoirs, quelle plaie ! C'est laid, ça pue et ça grouille partout. Pourchassons-les donc !... Cela détournera habilement l'attention de l'essentiel, l'Etat.

Ne soyons donc pas surpris si aucun des compères, qu'il pourfende le capitalisme, ou le socialisme, ou les faux vrais privilégiés, ou les vrais faux privilégiés, ou les lampistes, ou les milliardaires, n'a mis en cause l'Etat.

Monsieur Campana, la prochaine fois que vous organiserez un débat truqué, arrangez-vous pour que cela n'apparaisse pas trop. Au moins par courtoisie envers les téléspectateurs.

Les dernières minutes nous permirent d'assister à l'acte de contribution de François de Closets, battant sa coule de journaliste « privilégié » de la télévision publique et pleurnichant sur le sort de ses collègues de la presse privée dont l'emploi est plus précaire.

Auparavant, il avait insisté sur sa bonne foi. Cela signifie que le discours en passe de devenir dominant le manipule sans qu'il en prenne conscience. Ce n'est donc pas un salaud, mais simplement un con. Malheureusement, il est plus facile de discuter — et de négocier — avec les salauds qu'avec les cons.

Pourtant, sa petite opération va drainer vers son escarcelle une bonne pincée de droits d'auteur. Si ce « privilège » provoque en lui des angoisses métaphysiques, il peut être certain que, pour l'aider à se déculpabiliser, nous ne refuserons aucun cheque libellé au nom du *Monde libertaire* et/ou de Radio Libertaire... tout en conservant notre entière liberté d'expression à son égard. Car la solidarité, pour nous, c'est d'abord le développement du mouvement anarchiste organisé.

Marc PRÉVÔTEL

RAPPELEZ-VOUS, c'était il y a quelques mois seulement. Le gouvernement social-communiste clamait sur tous les toits sa volonté de décentraliser et, après un débat parlementaire homérique, faisait voter la fameuse loi « Droits et libertés des communes, départements et régions ». On allait voir ce qu'on allait voir, tonnaient alors les témoins de l'actuelle majorité. Terminé le temps de l'Etat gaullo-romain et de l'Etat giscardien ! Terminé le temps de ce monstre froid, de sa lourdeur bureaucratique et tâtillonne, de sa logique expansionniste, de sa prétention à tout régenter, de son mépris et de sa méfiance des collectivités locales ! L'heure de l'autonomie de ces mêmes collectivités allait enfin sonner ! Et ce, grâce à cette loi du 2 mars 1982 dégonflante de déclarations d'intention et de grands principes.

Mais les grands principes, n'est-ce pas, c'est une chose, et leur mise en application en est une autre ! Restait donc à attendre ! A voir comment tout cela allait se goupiller concrètement.

Le suspense ne dura pas très longtemps. Le 16 juin dernier, en effet, le Conseil des ministres adoptait un volumineux projet

de loi de 135 articles déterminant avec précision les compétences que l'Etat consentait abandonner aux collectivités locales et les transferts financiers correspondant à ces nouvelles prérogatives, et là plus aucun doute n'était permis. La soi-disant bombe de la décentralisation se révélait n'être en fait... qu'un pétard mouillé.

Conscient de ce décalage flagrant entre son discours d'hier et ce projet de loi, le gouvernement décidait alors de faire dans la discrétion. Après les grandes envolées de mars..., le murmure. Et pour commencer, il fut décidé de scinder le projet de loi en deux. La première partie du texte, concernant les transferts de compétences applicables en 1983, serait examinée par le Parlement en décembre 1982. Et la seconde partie, prévoyant une mise en application pour 1985, serait votée plus tard. Bref, pour que la pilule soit plus facile à digérer, la « grande réforme de la décentralisation » entrerait en application en deux étapes.

Le 29 novembre, donc, l'Assemblée nationale était appelée à se pencher sur la première partie du projet de loi gouvernemental. Il s'agissait d'examiner en détail comment allait se réaliser le transfert de certaines compétences étatiques en

1983 : l'urbanisme, le logement, la formation professionnelle et la planification, d'enrichir ce texte, de corriger les imperfections qui auraient pu s'y glisser. Et pourquoi pas, de rejeter tout ce qui n'allait pas ! Bref, nos braves députés avaient à démontrer qu'ils servaient à quelque chose.

Décentralisation : sous la plage... ... les pavés !

La démonstration fut éclatante. A 15 h, au moment où la discussion devait commencer, Gaston Defferre, le ministre de l'Intérieur, était tout seul dans l'hémicycle. Cinq minutes plus tard, une demi-douzaine de députés de la majorité faisaient leur apparition. Et puis, dans la foulée, on voyait rappliquer un député giscardien et un RPR.

Ainsi, c'est devant moins de dix « représentants du peuple français » que s'ouvrit le débat parlementaire. Certes, la chose est habituelle. Mais pour l'exa-

men d'un texte portant sur la décentralisation, il faut avouer que cela ne manquait pas de sel.

Comment, en effet, alors que le Parlement n'est qu'une vulgaire chambre d'enregistrement et que par le biais de procédures diverses le gouvernement fait tout pour qu'il n'en soit pas autrement, croire un instant à la volonté de l'Etat de se désaisir de certaines de ses prérogatives au profit de collectivités locales ?

En fait, et c'est là le sens de leur absence, personne parmi les députés, de la majorité comme de l'opposition, de s'y était trompé. Ce débat était sans intérêt aucun. Tout était joué d'avance. Comme d'habitude. Et comme dans le cas d'espèce il n'y avait pas matière à faire des effets de manche, à quoi bon venir faire la sieste au palais Bourbon quand on pouvait la faire ailleurs ?

Aussi, c'est dans l'indifférence que le gouvernement fit voter son projet de loi. On transféra la planification économique aux régions. Une partie de la planification, naturellement. L'aide sociale aux départements. Et l'urbanisme aux communes. Les maires, notamment, vont désormais avoir le pouvoir de délivrer les permis de construire, à condition que leur commune

soit dotée d'un POS (plan d'occupation des sols).

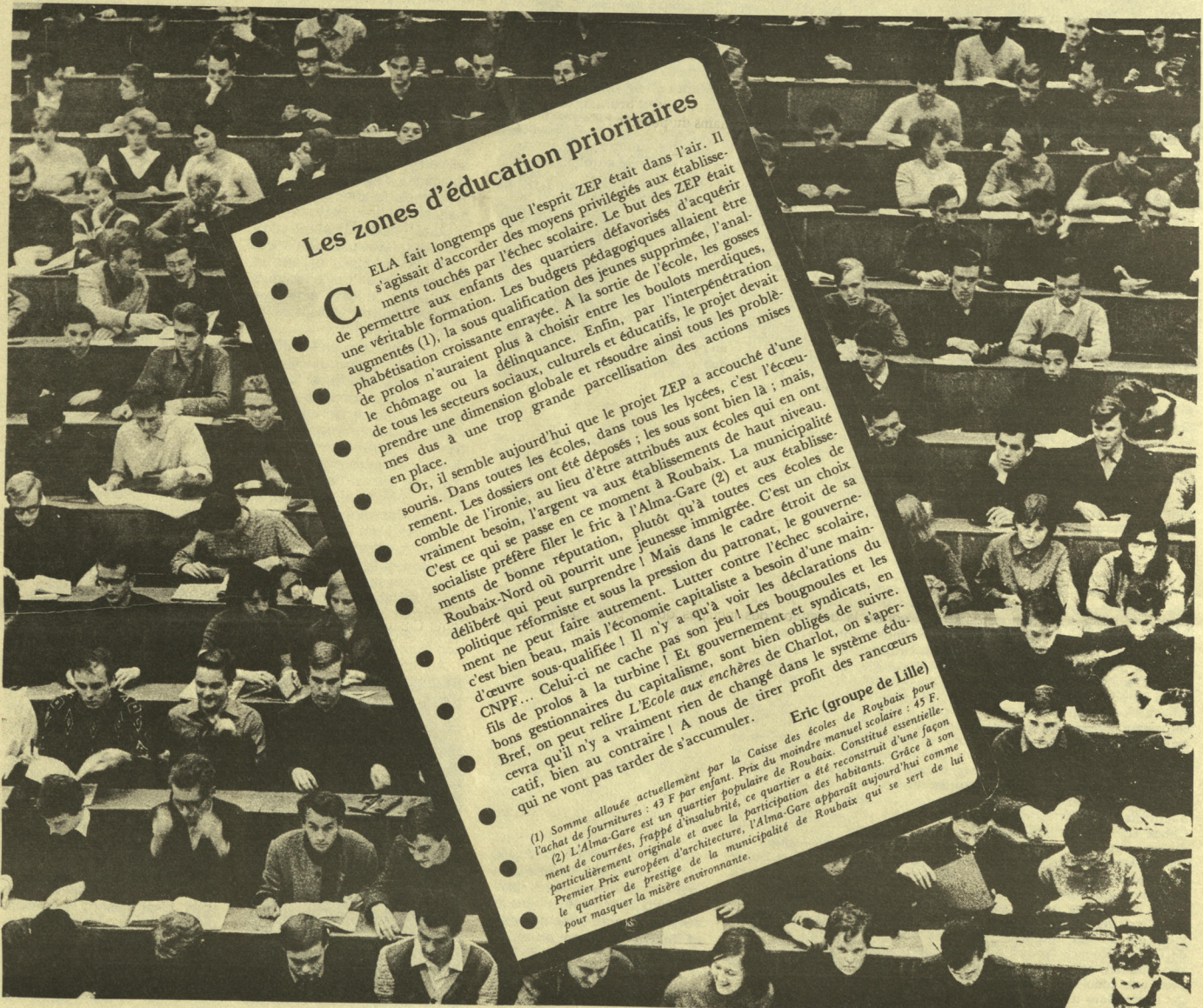
Bien évidemment, ce transfert de compétences ressemble comme deux gouttes d'eau à un transfert de charges. Au bout du compte, on peut donc dire que sous couvert de décentralisation, l'Etat réalise en fait une opération de restructuration de l'édifice de son pouvoir. Il ne délègue que des miettes de son pouvoir. Et de l'autre, il ne donne même pas aux collectivités locales les moyens financiers et administratifs d'assumer les transferts réalisés.

Sous la plage, des grands discours relatifs à la décentralisation, ce sont donc les pavés d'une dépendance financière et politique accrue qui apparaissent. Ne s'en étonneront toujours de tout pour ne s'être jamais étonnés d'eux-mêmes.

L'âme du réformisme (socialiste ou autre) s'incarne, c'est bien connu, dans le changement des seules apparences.

L'autonomie authentique des collectivités locales (communes, départements, régions), c'est la révolution, et elle seule la réalisera après avoir détruit l'Etat et le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme.

Maylis O'Brian



Les zones d'éducation prioritaires

CELA fait longtemps que l'esprit ZEP était dans l'air. Il s'agissait d'accorder des moyens privilégiés aux établissements touchés par l'échec scolaire. Le but des ZEP était de permettre aux enfants des quartiers défavorisés d'acquérir une véritable formation. Les budgets pédagogiques allaient être augmentés (1), la sous qualification des jeunes supprimée, l'analyse phabétisation croissante enrayer. A la sortie de l'école, les gosses de prolos n'auraient plus à choisir entre les boulots merdiques, le chômage ou la délinquance. Enfin, par l'interpénétration de tous les secteurs sociaux, culturels et éducatifs, le projet devait prendre une dimension globale et résoudre ainsi tous les problèmes dus à une trop grande parcellisation des actions mises en place.

Or, il semble aujourd'hui que le projet ZEP a accouché d'une souris. Dans toutes les écoles, dans tous les lycées, c'est l'échec qui se passe en ce moment à Roubaix. La municipalité vraiment besoin, l'argent va aux établissements de haut niveau. C'est ce qui se passe en ce moment à Roubaix. La municipalité socialiste préfère filer le fric à l'Alma-Gare (2) et aux établissements de Roubaix-Nord où pourrait une jeunesse immigrée. C'est un choix délibéré qui peut surprendre ! Mais dans le cadre étroit de sa politique réformatrice et sous la pression du patronat, le gouvernement ne peut faire autrement. Lutter contre l'échec scolaire, c'est bien beau, mais l'économie capitaliste a besoin d'une main-d'œuvre sous-qualifiée ! Il n'y a qu'à voir les déclarations du CNPF... Celui-ci ne cache pas son jeu ! Les bougnoules et les fils de prolos à la turbine ! Et gouvernement et syndicats, bons gestionnaires du capitalisme, sont bien obligés de suivre. Bref, on peut retirer L'École aux enchères de Charlot, on s'aperçoit qu'il n'y a vraiment rien de changé dans le système éducatif, bien au contraire ! A nous de tirer profit des rancœurs qui ne vont pas tarder de s'accumuler.

Eric (groupe de Lille)

(1) Somme allouée actuellement par la Caisse des écoles de Roubaix pour l'achat de fournitures : 43 F par enfant. Prix du moindre manuel scolaire : 45 F.
(2) L'Alma-Gare est un quartier populaire de Roubaix. Constitué d'une façon particulièrement originale et avec la participation des habitants. Grâce à son Premier Prix européen d'architecture, l'Alma-Gare apparaît aujourd'hui comme le quartier de prestige de la municipalité de Roubaix qui se sert de lui pour masquer la misère environnante.

• **Arracher la libération des inculpés du Coral et briser le silence !**

• **H**IER, la presse pourrie crachait son venin sans compter et éjaculait à tous vents haine, mauvaise foi et calomnies à propos de ce qu'elle appelait « l'affaire du Coral ».

• Aujourd'hui, sentant sans doute que le sol est en train de se dérober sous ses pas, cette même presse pourrie se tait. Pire, elle orchestre un véritable black-out autour des communiqués des inculpés, des soutiens qui se manifestent à leur rencontre et de tout ce qui va dans le sens d'une information véritable sur les lieux de vie.

• De toute évidence, sous ce silence se cache en fait la volonté d'enterrer cette « affaire » en douceur.

• Dans ces conditions, il nous faut persévérer dans la voie que nous nous sommes tracée et redoubler d'efforts :

• pour arracher la libération des inculpés (toujours en prison à ce jour et ce sur la base d'un dossier toujours aussi vide) ;

• pour rétablir la vérité et informer sur la réalité du Coral, du CRA (Collectif Réseau alternatif) et des lieux de vie.

• Bref, l'heure est à l'action. Et à la mise sur pied d'une véritable campagne de contre-information.

• L'article (écrit en taule, il y a quelques jours) de Claude Sigala, que nous publions dans ce numéro du M.L., s'inscrit dans cette deuxième perspective.

Jean-Marc RAYNAUD

L'amour commence à trois

DANS la relation duelle, il ne peut y avoir que projection, connaissance de soi à travers l'autre, relations sado-masochiste, relation en miroir, etc., donc enfermement. Il en résulte la fuite de nombreuses personnes dans leur vie professionnelle qui les coupe de leur vie affective. Mais ces individus-là font plus l'amour avec leur patron ou leurs ouvriers, avec leurs chefs ou leurs esclaves qu'avec leurs épouses ou leurs époux, leurs amants ou leurs enfants.

Il est donc temps de comprendre qu'il peut exister, au-delà de la relation duelle, une possibilité de relation multiple. Ce qui se fait, mais en cachette, en culpabilité, en tromperie, jamais dans la quotidienneté d'ouverture.

La révolution consiste à être amour auprès des individus qui nous approchent, c'est-à-dire être assez ouvert et clair pour ne pas tomber dans le piège de la relation duelle. Cela ne signifie pas de faire n'importe quoi, n'importe comment et n'importe où ! Freud nous a fait faire des bonds sur la connaissance de l'égo, de soi. Il est temps de faire des bonds sur la connaissance de l'autre. Quand, il y a deux mille ans,

un homme a osé dire : « Aimez-vous les uns les autres », tout en vivant sa quotidienneté en communauté, en remuant les uns et les autres, en entrant dans les maisons, en fustigeant les institutions, en bafouant le pouvoir, il a été rapidement éliminé. Bien entendu, sa parole révolutionnaire a été manipulée puis récupérée par le pouvoir d'abord religieux et ensuite politique. Et il ne pouvait en être autrement. Il en est d'ailleurs de même dans notre monde contemporain de la parole de Marx, de Freud, d'Einstein ! La multiplicité ne consiste pas à s'éparpiller, à faire n'importe quoi, mais bien au contraire à s'ouvrir, à s'assembler, à se ressembler, à crier. A ce moment-là tombent petit à petit ces pestes que sont l'égoïsme, la jalousie, le mensonge, l'hypocrisie.

Cette alternative-là est la plus révolutionnaire de tous les temps. Elle est à la portée de tous, quoiqu'elle soit la plus réprimée, et elle est la seule à pouvoir éviter la violence, la guerre, la destruction... Elle est porteuse de créativité. Et surtout elle ne vieillit jamais et réussit dans toutes les civilisations.

Il serait peut-être intelligent, donc, d'en tenir compte. Mais

tout semble fait pour ignorer les leçons de l'histoire.

Il n'est pas question d'ignorer les progrès de notre civilisation industrielle. Bien au contraire, il faut les utiliser et s'en servir : exemple, l'informatique. Pourquoi laissons-nous les possibilités qu'apporte l'ordinateur aux mains du pouvoir ?

Que les amoureux n'interprètent pas mes paroles. Qu'ils continuent leurs ébats loin des regards hébétés des autres. Il ne s'agit pas de dire que l'amour à deux est une ineptie. Bien au contraire, puisque tout commence par là. Et d'abord originellement. Lorsque le bébé vient de naître entre en relation avec sa maman, il n'y a d'abord qu'elle qui compte. Allons encore un peu plus loin : il n'y a d'abord que le sein qui existe. Petit à petit, le bébé fait connaissance avec le corps de sa mère, avec sa parole, avec son regard... L'objet de départ, qui était le sein, devient peu à peu multiple ; c'est la condition pour que l'objet devienne sujet. De la connaissance, il passe à la re-connaissance. Et la maman va ainsi permettre que son enfant connaisse l'autre. Elle va l'aider à

explorer le champ social avec son mari, des amis, puis les autres enfants, les enseignants, etc. Et les étapes se passeront avec l'aide de ce que nous appelons objets transitionnels (1) : sucettes, nounours, mouchoirs, contines, histoires...

Je voudrais en venir ici à ce qui nous mobilise depuis bientôt vingt ans : les enfants en difficulté et peut-être plus particulièrement les autistes. Certains de ceux-là sont bien souvent enfermés dans une relation duelle impossible avec leur mère. Impossible, non pas parce qu'elle n'existe pas, mais parce qu'elle est complètement bloquée, ce qui signifie non multiple, non transitionnelle. Ce qui signifie encore que de la relation d'objet, il n'a pu passer à la relation sujet, d'où un morcellement tragique, une souffrance incommensurable, une angoisse quotidienne. Or nous avons prouvé qu'avec ces enfants-là, mis dans un espace possible avec les éléments et le « vivre avec » des individus qui aiment et existent multiplement — oh miracle — l'angoisse tombe, la souffrance décroît, le morcellement recule et laisse place à la structuration de la personnalité.

Que s'est-il passé ? Dans le respect de l'individu, la multiplicité (2) des relations permet à « je » de se connaître et de reconnaître le « tu », ce qui rend rapidement le « nous » possible. Quand on me rétorque que le « vivre avec » ne suffit pas, c'est bien entendu vouloir, une fois encore, nous enfermer dans un slogan. Comme si la multiplicité pouvait s'enfermer !

Le Coral n'est pas un lieu de perversion, c'est un lieu d'Amour. Les interprétations qui en sont faites aujourd'hui à partir de certaines constatations perverses par le pouvoir, la police et la justice sont dues à une méconnaissance de notre réalité. Mais aussi au fait, inconscient (?), que notre pratique quotidienne de cette multiplicité remet en question fondamentalement les piliers de l'institution.

Aujourd'hui, nous sommes attaqués pour un délit sexuel, demain ce sera pour un délit économique. Lorsqu'on veut atteindre et démontrer une tentative alternative, il existe deux possibilités : le sexe et le fric.

En effet, comme j'ai parlé d'Amour, je pourrais parler d'économie et démontrer combien une pratique économique autogérée et multiple remet en question la pratique d'une économie capitaliste et la propriété privée.

Ces piliers institutionnels en question sont le morcellement et la division, entretenus par le pouvoir, la hiérarchie, la spécialisation et la bureaucratie. Tant que nous ne mettrons pas ces piliers-là « en miettes », nous serons incapables de multiplicité, incapables de créativité, donc incapable d'Amour.

L'Amour commence à trois. Il est l'acte le plus révolutionnaire, le plus vrai, le plus concret de tous les temps.

Claude SIGALA

(1) Lire Winnicott : jeu et réalité (Gallimard)

(2) « Multiplicité » : titre de mon prochain ouvrage à paraître en janvier 1983.



SOUTIEN AUX INCULPÉS

DES parents d'enfants confiés aux lieux de vie s'insurgent contre la détention des inculpés qui se prolonge inexplicablement, en dépit de la rétractation de Jean-Claude Krief, renouvelée lors de la confrontation de la semaine passée.

Ils s'étonnent que ce dernier ne soit pas encore inculpé de faux témoignages, d'outrage à magistrat, etc., alors que l'inculpation des animateurs du Coral avait été autrement rapide.

Le Comité centralisateur du Coral (30470 Aimargues, tél. : 16 (66) 88.00.12) demande la libération immédiate des inculpés et demande, en réaction à l'enquête sur les lieux de vie « alternatifs » : que les travailleurs sociaux, infirmiers psy, éducateurs, s'expriment très clairement, avec des exemples concrets, sur la réalité institutionnelle par rapport à la sexualité des mineurs et des majeurs. Qu'ils disent la misère sexuelle des accueillis, génératrice des excès que nous connaissons bien, étant bien entendu que les responsables n'ont pas à répondre à ces demandes par un passage à l'acte, et enfin que les travailleurs sociaux, comme à l'ASSEPSI, exigent que l'enquête ordonnée soit élargie au domaine public.

D'autre part, les grévistes de la faim continuent toujours leur action de soutien au Coral. A Aimargues, Bernard Dodir persiste. A Toulouse, les grévistes de la faim l'ont arrêté.

Pour tout contact : Comité de soutien d'Aimargues, place Albert-Fontanieu, 30470 Aimargues, tél. : 16 (66) 88.00.12.

Vous pouvez soutenir le Coral :

1) en écrivant aux innocents (en prison) et à d'autres :

- Jean-Noël Bardy, 717 740, 2^e division 356, cellule 490, 94261 Fresnes Cedex ;

- Roger Costes, à Fresnes ;

- Claude Sigala, 211 648, 1^{re} division 55, 42, rue de la Santé, 75674 Paris Cedex 14 ;

2) en écrivant des lettres de témoignage en faveur de Jean-Noël Bardy et de Claude Sigala, et de l'expérience du Coral et du Réseau alternatif, et en les envoyant aux avocats (photocopie de la carte d'identité à joindre) :

- A Lunel :

• Maître Roux François, 14, rue Chevalier de la Barre, 34400 Lunel, tél. : 16 (67) 71.07.28 ;

• Maître Ottent Alain, même adresse ;

- A Paris :

• Maître Tubiana, 66, rue de la Boétie, 75008 Paris, tél. : 16 (3) 562.12.62 ;

• Maître De felice Jean-Jacques, 33, rue Lacépède, 75008 Paris, tél. : 16 (3) 587.29.54 ;

3) en informant autour de vous les journaux locaux, départementaux, régionaux, ainsi que les radios, les institutions religieuses, politiques, laïques, les écoles privées, publiques, parallèles, les centres de rééducation, les hôpitaux psychiatriques, les écoles d'éducateurs, d'assistantes sociales, psychologues, les universités, les mouvements de la paix (objecteurs, écologistes, antinucléaires...).

Secrétariat aux Relations extérieures de la F.A.

Le gouvernement algérien et les intégristes

DEUX CROCODILES DANS LE MÊME MARIGOT !

QUOIQUE profondément imprégnée par l'Islam, l'Algérie n'a cependant jamais fait preuve d'une religiosité très virulente. Avant la colonisation Française. Pendant. Comme depuis l'indépendance.

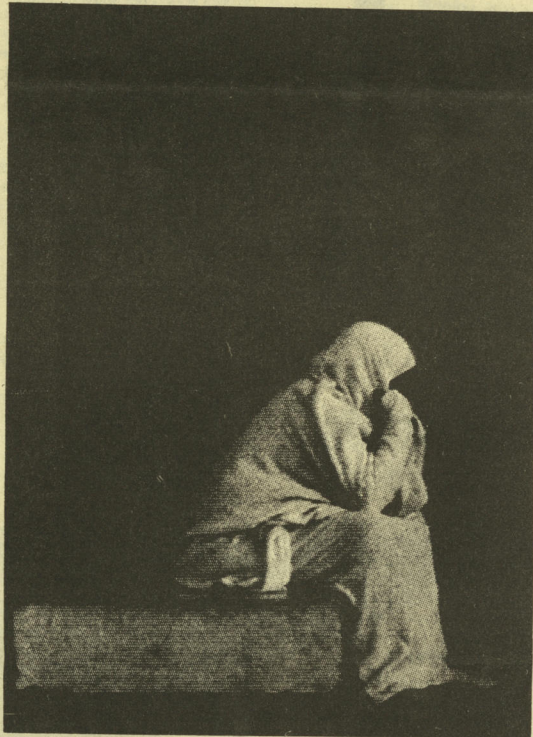
Depuis quelques années pourtant, l'intégrisme religieux gagne incontestablement du terrain en Algérie. Les mosquées se multiplient. La rue se remplit de mille petits signes révélateurs de cette montée en flèche de la religion. Les activistes intégristes font de plus en plus souvent le coup de poing contre les laïcs... et les femmes non voilées.

A l'origine de cette éruption de religiosité, il y a bien sûr l'accession au pouvoir en Iran du clergé chiite. Le syndrome Khomeiny, donc. Mais il y a aussi et surtout la bienveillance affichée ou tacite du gouvernement algérien.

La clique au pouvoir actuellement, comme d'ailleurs celle de l'époque de Boumédiène, se trouve en effet au carrefour de forces et de clans politiques aux intérêts divergents, voire antagonistes. Dans ces conditions, gouverner signifie s'appuyer tantôt sur les uns contre les autres et tantôt sur les autres contre les uns. Classique ! Le schéma habituel de tous les stalinien du monde ! Et dans le contexte de ce jeu de bascule, le mouvement intégriste a été un pion important. Qui fut joué souvent. Contre les progressistes notamment. Et donc, ce pion on l'a quelque peu chouchouté. Et ce d'autant plus qu'on pen-

sait qu'il pouvait également servir de soupape de sécurité au mécontentement populaire. La

Bref, le gouvernement algérien a favorisé le développement de l'intégrisme pour mieux



foi religieuse, c'est bien connu, est la laïssé de la résignation à la misère existant en ce bas monde !

s'en servir. Mais aujourd'hui, ce mouvement a pris de l'ampleur. Et il devient de plus en plus incontrôlable. Pire à bien des

égards, il commence à constituer une menace.

Depuis deux ans, les militants islamiques tentent d'imposer un nouveau code civil inspiré du Coran. Afin, entre autres, d'instaurer une inégalité de droit entre les hommes et les femmes. Au profit des hommes, bien sûr. Et puis, le 2 novembre 1982, à la cité universitaire de Ben-Aknoun, près d'Alger, une bagarre entre intégristes et laïcs fit un mort et une dizaine de blessés. Le 12 novembre, à Alger, une manifestation islamiste hostile au gouvernement réunit plusieurs milliers de personnes. Et puis, dans le petit monde des religieux et de leurs supporters, il est de plus en plus question d'une « République algérienne islamique ».

Face à ce danger montant, le gouvernement algérien s'est, ces derniers temps, décidé à réagir. Début décembre, le président Chadli a adressé aux intégristes une sérieuse mise en garde qui laisse prévoir une véritable mobilisation de l'Etat, du parti et de ses satellites. Il a dénoncé « l'émergence de quelques éléments qui brandissent des slogans à caractère social, idéologique ou religieux, en contradiction avec les aspirations du peuple algérien et qui veulent inciter ce peuple à se replier sur lui-même et à se noyer dans de faux problèmes. Et il a menacé « ceux qui en appellent à la paralysie totale de la société en voulant cloîtrer la femme ».

Et puis, ces jours derniers, le pouvoir a commencé à mettre ses menaces à exécution. Vingt-

trois intégristes notoires, en majorité des précheurs de prières du vendredi dans les mosquées d'Alger, viennent d'être traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat, inculpés de « constitution et participation à des organisations subversives en vue de troubler l'Etat et de nuire à l'intérêt national ».

Comme on le voit, entre le gouvernement algérien et les intégristes, c'est désormais la guerre. Et ce sera une guerre de longue durée ! Car l'intégrisme, ne nous y trompons pas, plonge ses racines ailleurs que dans le syndrome de Khomeiny ou dans la bienveillance d'un moment du gouvernement. Son archaïsme est une réponse à l'échec du développement économique et d'un système politique et social. Une réponse qui correspond à une désillusion certaine par rapport au présent et à une incapacité de penser l'avenir. No present, no future, vive le passé !

Dans ces conditions, l'issue du combat entre le crocodile étatique et le crocodile religieux pour s'approprier le marigot de l'exercice du pouvoir dépend pour l'essentiel de l'attitude qu'adoptera le gouvernement algérien. Soit il reste fidèle à lui-même : totalitaire, bureaucratique, inefficace... et à terme il est condamné à périr sous les coups de griffes des religieux ; soit il joue le jeu de la « libéralisation » de la société... et il prend le risque d'une révolution. L'angoisse, donc ! Et l'espoir !

Jean-Marc RAYNAUD

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES D.O.M.

A PRÈS de multiples péripéties (voir *Le Monde libertaire* du 16 décembre), le nouveau projet de loi sur l'organisation administrative des départements d'outre-mer, présenté par le gouvernement, a été approuvé et voté par le Parlement mercredi 15 décembre. Ainsi donc, le conseil régional qui est, rappelons-le, en métropole, un établissement public dont l'action est purement délibérative (vote du budget de la région), est transformé dans les DOM en « collectivités territoriales », à l'instar des conseils généraux, avec faculté d'initiative en matière législative et de réglementation. Le mode de scrutin pour l'élection des deux conseils sera le suffrage universel et la proportionnelle, ce qui permettra — espère le gouvernement — de favoriser largement les partis de gauche locaux, relais du pouvoir métropolitain. Soit dit en passant, il est amusant de constater que les textes qui préciseront exactement les rééquilibrages et les transferts de compétence entre les deux conseils ne seront soumis au Parlement qu'après le 20 février prochain... date des élections régionales.

Avant d'octroyer trop de pouvoirs aux conseils régionaux, soyons sûrs... de gagner les élections !

Les arguments invoqués par le pouvoir en faveur de cette réorganisation sont l'expression de projets économiques et sociaux qui se voudraient novateurs en mettant un terme à la situation présente. Les DOM subissent une forme d'économie directement issue des traditions coloniales, avec leur cortège d'exploitation, de misère, d'expatriements et d'aberrations. Ainsi, ces régions importent massivement des produits de consommation de base qu'elles seraient en mesure de produire localement... ou qu'elles produisent pourtant déjà. La Guadeloupe, par exemple, importe du sucre de métropole alors que cette île est, de par sa production, largement exportatrice de ce produit ! Cette situation, caractéristique des DOM, est uniquement due à la domination des « lobbies » économiques et politiques issus de la communauté blanche, « lobbies » qui font la pluie et le beau temps à tous les niveaux. L'« économie de comptoirs » qui règne dans ces régions artificiellement déshéritées est un moyen commode pour maintenir en état de dépendance les populations locales, pour perpétuer l'exploitation au profit de castes dominantes qui

détiennent de vastes propriétés foncières et veillent soigneusement à entretenir un système d'import-export dont la seule logique est celle de profits substantiels.

Depuis leur conquête, des subventions ne cessent d'être octroyées par l'Etat français aux DOM : seule une poignée de possédants et de fonctionnaires en ont réellement bénéficié prouvant — s'il en était besoin — que l'assistanat n'est pas et ne sera jamais un mode de développement réel. Le passage d'une économie de type colonial à une économie capitaliste moderne, comme le souhaite le gouvernement socialo-communiste (avec un accroissement constant de « marges bénéficiaires », comme a dit dernièrement M. Chevènement), n'est pas non plus l'assurance de sortir du sous-développement, à l'instar de nombreux pays du Tiers-Monde qui ont opté pour cette voie et, en tous cas, certainement pas le moyen d'éliminer une bonne fois pour toutes l'exploitation et de salariat.

La seule forme d'organisation qui garantisse un développement adapté à chaque situation géographique et humaine, sans exploitation, c'est le fédéralisme libertaire et la gestion directe des moyens de production agricoles et industriels collectivisés. L'émancipation des peuples ne passe pas par des dispositions législatives élaborées à des milliers de kilomètres par des politiciens soumis aux intérêts de leur caste ou de leur parti, mais par la mise en place, par les intéressés eux-mêmes, de structures nouvelles de gestion économique et administrative, par une maîtrise totale, en égalité entre les membres des différentes communautés, des mécanismes qui mènent à l'essor économique au profit de tous, sans salariat ni domination de fait ou de droit. Ce ne sont pas des lois qui impulseront une telle dynamique, mais une conscience de classe qui débouchera sur le rejet de tous les systèmes autoritaires.

Constatons tout au moins que la gauche est cohérente avec elle-même : en métropole comme dans les DOM, a-t-elle jamais eu l'intention d'abolir l'exploitation ? On ne peut vouloir détruire le capitalisme et le gérer tout en même temps. Le gouvernement socialo-communiste a depuis longtemps fait son choix.

B. ROUSSELOT

POUR UN ANTIMILITARISME LIBERTAIRE

DE même que les mouvements pacifistes sont nombreux et variés, de même leurs mots d'ordre sont-ils extrêmement divers. Et de fait, on remarque à l'examen de ces derniers une foule de formulations singulières et irritantes : « Pas de nouveaux missiles de moyenne portée en Europe » ; « Pas de missiles nucléaires sur le sol allemand » . Comme si cela faisait une différence de savoir si les Cruise Missile et autres Pershing II vont être un de ces jours stationnés dans l'Eifel ou bien au Luxembourg. Le simple fait d'engager une telle discussion participe du même simulacre que le bavardage autour de la question de savoir si la proposition des Russes de retirer éventuellement leurs SS20 en-deçà de l'Oural est sérieuse et valable.

On est pareillement irrité à la lecture, par exemple, de cette justification dans un appel à la marche de Pâques 1982 selon laquelle deux guerres mondiales ont déjà éclaté sur le sol allemand (remarquons en passant que cela revient presque à s'accuser de simplement descendre dans la rue). Comme si la justice de notre cause dépendait du fait de savoir si des guerres, et combien, ont déjà éclaté sur ce « sol allemand ». Car enfin, nous saluons bien, après tout, les mouvements pacifistes dans des pays sur le sol desquels aucune guerre n'a (encore) éclaté dans un proche passé. Il est certes juste pour des amis de la paix de dire que celle-ci — et donc avec elle une certaine absence de terreur et d'oppression — fait partie des besoins primordiaux de l'être humain. Mais, comme le montrent les citations évoquées ci-dessus et choisies au hasard, il règne encore dans les rangs du mouvement pacifiste une grande imprécision quant à ce qui doit être combattu d'une part, et acquis d'autre part. Il nous faut donc, avant toute chose et au-delà des sentiments et des émotions — contre lesquels je n'ai absolument rien — savoir après qui et quoi nous en avons quand nous descendons dans la rue pour protester contre le militarisme, la course aux armements et les préparatifs de guerre. Cela est d'autant plus important qu'à part deux guerres mondiales, il est déjà sorti de ce « sol allemand » deux mouvements pacifistes (dans les années cinquante pour protester contre le réarmement et dans les années soixante contre la mort nucléaire), mouvements qui ont tous deux échoué, entre autres à cause du trop grand flou de leur contenu.

Toute armée, toute force armée existante — qu'elle se nomme « Bundeswehr » (1) ou « Volksarmee » (2) — est une structure hiérarchique, autoritaire, soumise aux plus hautes instances étatiques, lesquelles l'utilisent comme instrument dans une double optique : tout d'abord, à l'intérieur, comme armée de guerre civile pouvant être employée à la dispersion de manifestations et de grèves. Cela se passe de façon ouvertement dictatorial dans différents pays, en particulier là où il est de notoriété publique que ce sont des généraux qui se trouvent aux commandes. Ailleurs, par exemple chez nous, cela se passe de façon moins apparente, avec de surcroît une couverture parlementaire et démocratique. Mais ici aussi on fait intervenir de plus en plus souvent le « Bundesgrenzschutz » (3) contre les manifestations antinucléaires ou les « Feldjäger » (4) à l'occasion des défilés du 1^{er} Mai ou des cé-

rémonies de prestation de serments (5). Et c'est pur hasard qu'on n'utilise pas aussi des unités de la « Bundeswehr » lors des évacuations d'usines ou des combats de rue de maison à maison. Malheureusement, il semble que ces réflexions, évidentes pour les adversaires des lois d'exception d'autrefois, ne se fassent jour à l'heure actuelle que chez un très petit nombre d'amis de la paix.

A cette mission de répression au plan intérieur correspond, à l'encontre de tous les beaux discours selon lesquels les armées en question n'auraient qu'un simple rôle défensif, leur mission de conquête au plan extérieur ; le caractère de ces conquêtes a quelque peu changé en cette époque de néo-colonialisme et des trusts multinationaux. L'esprit, lui, est resté le même qu'autrefois : il s'agit d'assurer, de maintenir et d'élargir son propre domaine

pétroliers du Proche-Orient et du Moyen-Orient. De même, la seule motivation à l'invasion russe en Afghanistan était la suivante : se rapprocher de l'Océan indien et par là même de la réalisation du vieux rêve tsariste d'avoir des ports de mer libres des glaces toute l'année. Point n'est besoin d'expliquer les avantages économiques et stratégiques qui, dans les deux cas, sont liés à ces buts.

On évite bien sûr, dans la mesure du possible, de parler de tels intérêts économiques devant l'opinion publique internationale. Aucun capitaliste, par exemple, ne reconnaîtrait publiquement les sommes que lui rapportent l'armement, les préparatifs de guerre et, au bout du compte, le génocide. Et pourtant, ils y gagnent, parce que l'armement et la guerre d'un côté, et de l'autre le profit sont indissolublement liés.

taristes libertaires, il n'existe ni patriotisme, ni patrie, puisqu'il n'est rien, dans aucun Etat, qui mérite d'être défendu.

Ces raisonnements et leurs conclusions ne sont aucunement nouveaux. Ils sont presque aussi anciens — et presque autant oubliés — que le mouvement ouvrier et remontent à une époque où le slogan « Pas un homme et pas un mark pour cet Etat » faisait fortune, et où même les sociaux-démocrates étaient fiers de l'appellation de « coquins d'apatrides ». Ces raisonnements se distinguent simplement par le fait qu'ils attaquent à la racine le mal qu'il s'agit de combattre : le militarisme, en prônant la destruction de ses bases économiques et politiques.

Pourtant, cette vision des choses est aujourd'hui étrangère à de larges fractions du mouvement pacifiste. Sinon, comment expliquer les appels aux politi-

ciens ? Comme si ces derniers n'étaient que de pauvres hommes dans l'erreur auxquels il suffirait d'ouvrir les yeux sur les conséquences de leurs actes criminels ! Pour les remettre dans le droit chemin ! Comme si ces politiciens et ses stratèges ne savaient pas très bien sur quoi et aux frais de qui ils font leurs calculs.

Nos amis « anti-impérialistes », bien que dans une optique différente, ramènent aussi, en partie, sans cesse la même histoire, lorsqu'ils considèrent l'Europe, et en particulier la République fédérale, comme une simple colonie des Yankees, et ses hommes politiques comme des marionnettes et des exécutants de Reagan. Comme si Schmidt, Genscher, Thatcher et compagnie avaient besoin, pour leur politique, du rapport de force froidement calculé, d'un maître de ballet en la personne de Reagan. Comme si une Europe non alignée, indépendante ne posséderait pas d'armée et ne mènerait pas une politique d'agression à l'encontre d'autres Etats, à l'Est ou dans le Tiers-Monde. Des théories aussi diffuses ne font qu'occulter les vrais problèmes et détourner l'attention du véritable état des choses.

En effet, tant qu'il y aura des Etats et des économies politiques nationales, tant qu'il y aura des zones d'influence et des coalitions économiques et politiques, il y aura aussi entre eux de la concurrence, une concurrence qui se

réglera par les armes le cas échéant.

C'est pourquoi l'antimilitarisme est pour nous un combat contre l'Etat sous toutes ses formes, contre le pouvoir centralisé, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, contre des frontières établies de façon arbitraire et qui séparent les hommes sans tenir compte des groupements de populations, des minorités ethniques, des espaces linguistiques et culturels.

Le mouvement pacifiste, pour la troisième fois au cours de l'histoire de l'Allemagne fédérale de l'après-guerre, se retrouve face à cette alternative : combattre simplement les symptômes du militarisme ou bien combattre ses causes. Le mouvement contre le réarmement, dans les années cinquante, était encore dirigé contre toute armée en tant que telle. Le mouvement des années soixante était plus modeste et refusait la mort nucléaire, et les amis de la paix de notre mouvement actuel applaudissent déjà aux politiciens de la « paix » comme Epler, Lafontaine, et leur exigence de moratoire. Continuons ainsi, génération après génération, à réduire nos propres exigences et attentes, et nous pourrions toujours, lorsque nous serons parvenus au creux de la vague, essayer de démontrer en ergoteurs confirmés que telle puissance est un peu plus agressive et cruelle que telle autre ; nous pourrions toujours organiser de sages manifestations de masse qui auront de l'effet sur le public et donc sur l'électorat ; signer des pétitions et des appels ; prier, etc. Et alors, comme Jack London dans son roman d'anticipation *Le Talon de fer*, nous pourrions dire, très certainement et aussi très bientôt (pour la troisième fois) : « C'est perdu pour cette fois. Mais pas pour toujours ! Nous avons beaucoup appris. Demain, notre cause renaitra, plus forte en expérience et en discipline. »

Mais nous pourrions aussi nous demander combien de fois déjà nous avons dû revenir au point de départ de nos efforts. Nous pourrions enfin commencer à tirer les conséquences des nombreuses expériences vécues par nos prédécesseurs, et nous rattacher aux positions de la fraction anti-autoritaire du mouvement ouvrier, en poussant le militarisme dans ses retranchements, c'est-à-dire en luttant contre le capitalisme privé et d'Etat, contre l'étatisme et l'autorité. C'est alors que l'on verra très vite pour qui l'antimilitarisme est une affaire sérieuse et pour qui il n'est que vernis superficiel. Alors on verra quelle est la force réelle de ce mouvement pacifiste et quelle valeur il faut accorder au nombre énorme des trois cent mille personnes présentes lors des manifestations du « Hofgarten » de Bonn.

(Traduit de Direkte Aktion)

(1) Bundeswehr : armée fédérale de la RFA.

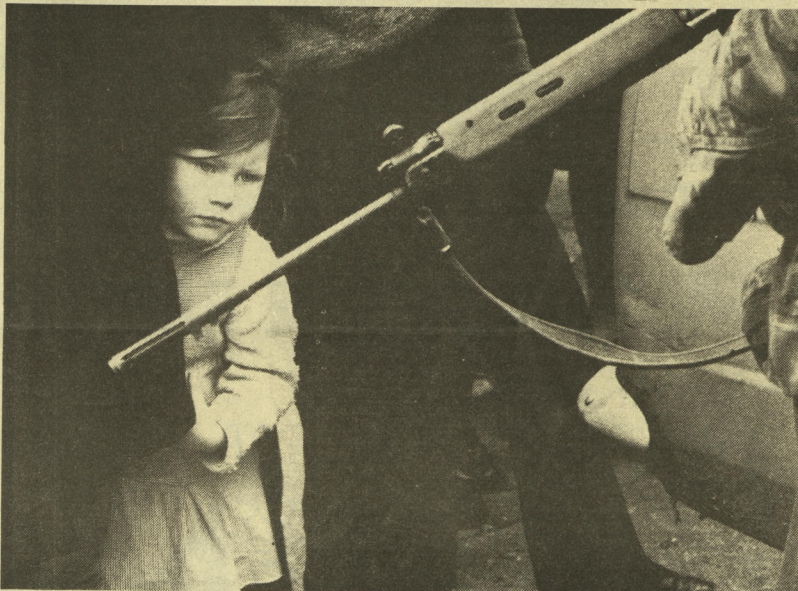
(2) Volksarmee : armée populaire (RDA).

(3) Bundesgrenzschutz : police fédérale de protection des frontières, équivalente, en RFA, des CRS ou des gardes mobiles français.

(4) Feldjäger : gendarmes.

(5) Prestation de serment : en RFA, les appelés sont tenus de prêter un serment solennel de fidélité à la patrie ; la gendarmerie protège désormais ces cérémonies qui ont été troublées à plusieurs reprises déjà dans le passé par des manifestations antimilitaristes.

(6) Krupp-Patentzylinder : détonateurs.



d'influence politique. Pour ce faire, il suffit souvent de la simple présence d'une armée forte, menace permanente pour la partie adverse et expression de la puissance et des exigences de souveraineté de ses commanditaires.

C'est ainsi que le rôle de l'Armée rouge n'est pas de protéger le peuple soviétique et les autres « peuples socialistes frères », pas plus qu'il ne s'agit pour les gigantesques armées de l'OTAN de protéger contre les « barbares » un tendre nourrisson accroché au sein maternel ! Il ne s'agit nullement des intérêts du citoyen moyen et de sa famille, puisque ces intérêts sont, et par millions, quotidiennement foulés au pied par les puissants, à l'Est comme à l'Ouest. Ce dont il s'agit, c'est de tangibles intérêts économiques, à savoir de l'accès et du contrôle des sources de matières premières, de la protection des voies de transport, de l'ouverture de nouveaux marchés pour les débouchés, etc. Et pour ce faire, il importe justement pour chacun de tenir l'adversaire à distance, en agitant l'épée en guise d'avertissement ou tout aussi bien par une intervention militaire massive.

La seule motivation qu'aient eu les Yankees lors de la mise en place de leur soi-disant troupes d'intervention rapide est celle-ci : pouvoir, en quelques heures, mettre la main sur les sources de pétrole et les chemins

Tout comme le malheur des uns fait le bonheur des autres, la misère et le sang versé par des millions d'hommes font le profit d'un petit nombre de profiteurs des guerres, de spéculateurs et de mercantis, lorsque les détenteurs du pouvoir, à coups de slogans politiques, montent les uns contre les autres les gens de nationalités différentes.

C'est ainsi qu'avant la Première Guerre mondiale existait un cartel international des fabricants d'armes, dont faisaient partie les soixante-dix plus grandes entreprises d'armement du monde, lesquelles s'étaient partagé le marché mondial des armes et répartissaient entre elles les bénéfices suivant un système proportionnel bien précis. Ces compères faisaient également tout pour inciter la presse des pays concernés à répandre une atmosphère la plus belliqueuse possible. L'un des membres de ce cartel était la fabrique allemande d'armes, Krupp, qui livrait ses « Krupp-Patentzylinder » (6) aussi bien aux Anglais et aux Français qu'à la « Reichswehr » allemande. Et le géant américain de l'électronique, ITT, fit, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, de brillantes affaires tant avec les alliés qu'avec les nazis.

Donc, ce qui protège, voire favorise la course aux armements et les guerres, ce sont les bénéfices et les privilèges des puissants. C'est pourquoi, pour nous anarcho-syndicalistes et antimili-

NOTES DE LECTURE

« La Révolution culturelle de l'An II »

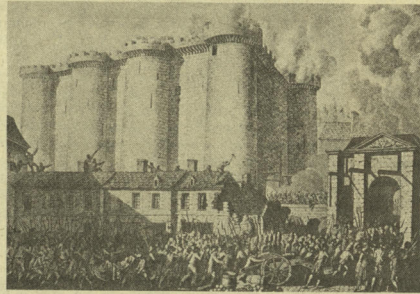
par Serge Bianchi

VOILÀ un livre extrêmement intéressant. Un de plus sur la Révolution française, dira-t-on. C'est mieux que ça. Même si l'auteur nous situe la période qu'il veut mettre en lumière en nous contant les débuts de la révolution et s'il prolonge son récit au-delà de la chute de Robespierre, son ouvrage nous explique le climat politique et les réalisations sociales et culturelles de l'An II (septembre 1793 - septembre 1794).

L'Assemblée nationale, comme la Constituante, n'avait pas été tendre pour le peuple. Les députés du Tiers, composés de robins, d'avocailles, auxquels s'étaient ajoutés quelques nobliaux et quelques curés en rupture de sacristie, avaient écarté de la représentation populaire l'immense majorité de ces hommes qui ne savaient ni lire ni écrire, qui vivaient pauvrement et dont on se servait les jours où il fallait faire pression sur la cour ou sur la noblesse et le clergé. Mais le peuple a faim, l'émeute gronde. On fera tirer sur les ouvriers de chez Réveillon et sur les émeutiers du faubourg « la canaille et les brigands », et le peuple s'en souviendra ; la bourgeoisie aussi. Elle fera voter la loi Le Chapelier qui déclare que toute association de travailleurs est déclarée « inconstitutionnelle et attentatoire à la liberté ». Mais en août 1792, lorsque la Montagne a de nouveau besoin du peuple, celui-ci va poser ses conditions et, nous dit l'auteur, le mouvement « sans-culotte » va imprimer sa marque au cours de la révolution.

À la liberté et à l'égalité politique, il va tenter d'ajouter l'égalité économique. Il s'agit, disent les porte-paroles, de réduire « les intervalles de bonheur qui

séparent l'homme de l'homme ». Nous en sommes encore là de nos jours. La Commune de Paris, en échange de son soutien, impose l'élimination des aristocrates, la consolidation de la République et, dans toute la France, les « hochets de la féodalité doivent être livrés et détruits ». Mais les Enragés veulent aller plus loin.



C'est à la propriété qu'ils s'attaquent, et alors ils vont réunir contre eux toutes les classes qui ont participé à la révolution pour détruire les privilèges les plus voyants et pour s'attribuer le privilège économique le plus rentable de tous. C'est la période de faste de la Révolution française ; la noblesse est détruite, les prêtres sont chassés des églises et le pouvoir « sans-culotte » proclame : « La première propriété, c'est l'existence. »

On voit les Enragés employer un langage tout neuf en parlant de la classe des « pauvres » et des « exploités », et ils peuvent parler haut car ils ont forgé les outils nécessaires à leur libération : les Comités révolutionnaires, les Sections populaires !

Mais la rue fait peur à la bourgeoisie montagnarde, et après s'être servi de la « sans-culotterie » pour sa politique, elle va la liquider et envoyer ses représentants à la guillotine. Robespierre, cet affreux bonhomme, sera le bras qui décapitera la Commune. Cet abruti ne comprendra pas qu'il scie la branche sur laquelle il est assis, et lorsque la Plaine le liquidera à son tour, les faubourgs ne bougeront pas.

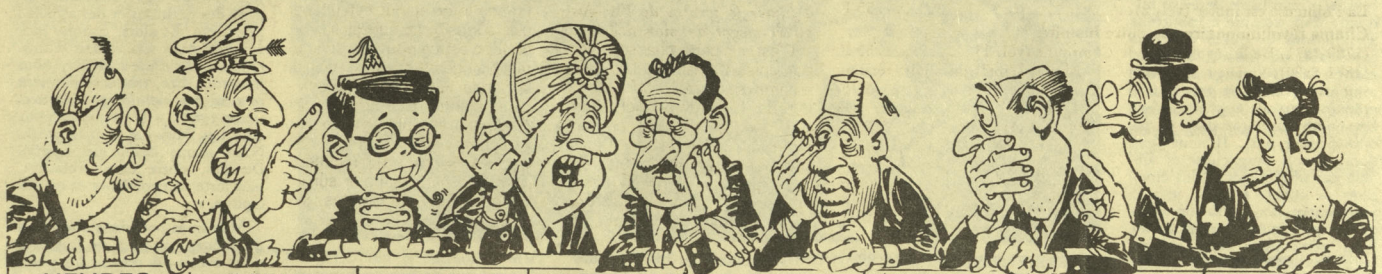
La bourgeoisie a gardé un souvenir cuisant de cette époque et tout a été entrepris pour gommer et salir cette page des luttes ouvrières. C'est justement la qualité du livre de Serge Bianchi (1) de nous restituer cette époque en la nettoyant de toutes les calomnies dont les historiens l'ont abreuvée. Et il y réussit avec brio, en nous restituant en particulier les efforts artistiques et intellectuels de cette période révolutionnaire et en soulignant leur caractère libertaire.

La Révolution culturelle de l'An II, de Serge Bianchi, est un livre important qui complète toutes les études sur la Révolution de 1789.

Maurice JOYEUX

(1) *La Révolution culturelle de l'An II*, aux éditions Aubier.

NOUVEAUX PROGRAMMES DE RADIO-LIBERTAIRE

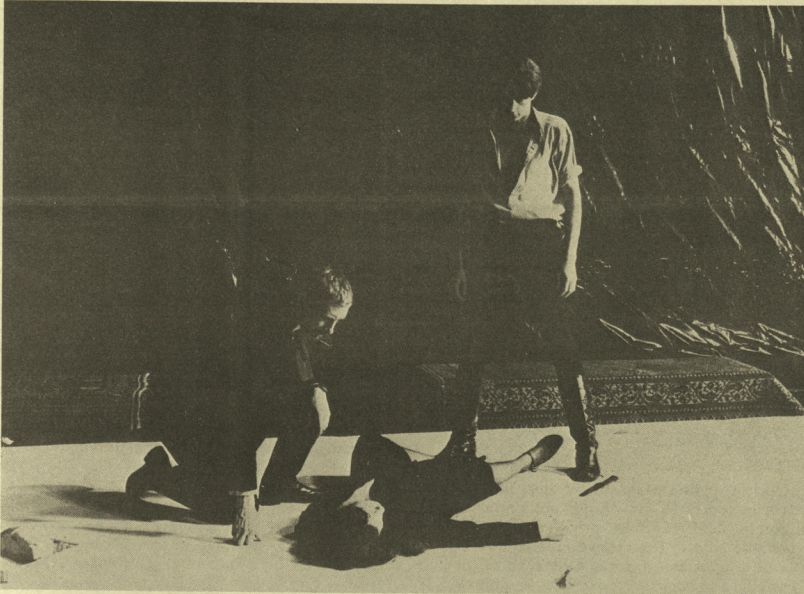


HEURES	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
6 à 7	Ne vous levez pas du pied gauche - infos-matin - chansons	Ne vous levez pas du pied gauche	Ne vous levez pas du pied gauche	Ne vous levez pas du pied gauche	Ne vous levez pas du pied gauche		
7 à 8							
8 à 8.30							
8.30 à 9	Micro-musique	Micro-musique		Micro-musique			
9 à 10	Longtemps après que les poètes...	La mémoire sociale	Riz complet - Invités du monde artistique, - Prisons	Infos critiques	Micro-musique	Croissant-show	Impromptu - Un thème abordé avec un invité ou les auditeurs
10 à 11							
11 à 12	Emission en persan (à partir de janvier)	Théâtre ouvert				Chronique syndicale	La chanson de Paris - Visite thématique de Paris
12 à 13							
13 à 14	Le magazine pour rire - Invité - Chanson française	Le magazine pour rire	A bâtons rompus	Théâtre expérimental	Le magazine pour rire	Amérique latine	Omnibus 16 - Musique - Invité (suivant l'actualité)
14 à 15			Esperanto				
15 à 16			Ukamau	La vie d'artiste			
16 à 17	Notes de lecture	Infos-Musique	Infos, Revue de presse	L'invité quotidien	Infos	CNTE	Jazz en liberté
17 à 18				Gastronomie			
18 à 18.30	L'encre noire de l'histoire - Révolution espagnole et exil en France	Allo maman bobo	Lycée les s'exprimer	Rubrique syndicale	Esperanto	Cause pas t'éclabousse - Un thème et un invité - Rubrique cinéma	Trisomie 21
18.30 à 19				Deux heures sur les genoux de tonton Gougoud			
19 à 20	Contact	Jazz	Médias	Sans frontières - Musique et culture d'ailleurs	Je veux aller sur la rive d'en face - Les arts plastiques	Bande sans fin	
20 à 21							
21 à 22							
22 à 23							
23 à 24							

THÉÂTRE

« HORACE »

dans une mise en scène de Ivan Morane



NUTILE de rappeler le thème de Horace, la pièce de Corneille sur laquelle nous avons plus ou moins souffert au cours de notre scolarité. Ce qui est important, c'est ce qu'en a dégagé Ivan Morane avec sa mise en scène. Dans le respect le plus absolu du texte, Ivan Morane a su dégager ce qui est, à mon avis, primordial dans la pièce, à savoir le rôle de l'individu face à la raison d'Etat et face à ses propres certitudes. Loin d'être un héros programmé, Horace est un citoyen moyen confronté à une situation absurde qui ne peut le conduire qu'à la folie ou à la mort. Et c'est ce chemin que nous parcourons avec lui en un jour, dans la salle à manger — lieu symbolique — où s'impose une immense table point-de-repère du temps et des habitudes de la tribu Horace/Curiace.

Avant que de voir des héros cornéliens, j'ai d'abord vu lors de la Première à Rouen, le 9 décembre, à l'Espace Duchamp-Villon, des hommes et des femmes qui souffraient, pris entre ce que la morale, les conventions, les autres tout simplement, leur imposaient de faire et leurs propres désirs. C'est cela le travail d'un metteur en scène, rendu compréhensible — au sens étymologique du terme — ce qui existe dans une pièce, fût-elle vieille de plusieurs siècles. Ivan Morane a pour cela utilisé à merveille ce lieu scénique qu'est l'Espace Duchamp-Villon du Centre Saint-Sever de Rouen ; il a su intégrer les éclairages qui sont justes. Rien de cette mise en scène ne sent le fabriqué. Et pourtant, il a fallu beaucoup d'audace pour réussir ce coup de maître : donner à chaque spectateur l'impression qu'il pourrait un jour être lui aussi cet Horace. Pas de fausse note dans la mise en scène, pas d'erreur dans le choix et la direction des comédiens. Il serait injuste de ne pas tous les citer. De formations différentes, ils gardent pourtant au long du spectacle une cohésion de jeu qui prouve leur intelligence de la scène et leurs qualités professionnelles. Jean-Paul Audrain, Marc-André Brunet, Jean Chevrin, Elisabeth Comelin, Paul Ecoffard, Marie-Christine Grudzinski, Gilles Guérin, Sylvie Ollivier, Marc Viseur, à vous tous merci pour cette soirée inoubliable. On ne peut que souhaiter vous retrouver en tournée, bientôt.

Si dans votre ville vous voyez l'affiche signalant *Horace* mis en scène par Ivan Morane, n'hésitez pas. N'omettez pas non plus de voir *Mourir à trente ans* et l'expo Fassbinder qui, à Rouen, préparaient le spectacle. Là aussi, c'est un tout.

Jocelyne

Quelques disques en vente à la librairie de la F.A.

Serge Utge-Royo	
Pardon si vous avez mal à l'Espagne (vol. 1).....	55 F
La Pointeuse est morte (vol. 2).....	55 F
Chants révolutionnaires de notre histoire	
(1789-1871) De la révolution à la Commune (vol. 1).....	55 F
(1871-1890) Ni Dieu, ni César, ni tribun. L'internationale version intégrale (vol. 2).....	55 F
(1890-1900) Vive la République sociale (vol. 3).....	55 F
(1900-1919) L'envers de la Belle Epoque (vol. 4).....	55 F
(1920-1938) De la victoire au Front populaire (vol. 5).....	55 F
Chansons anarchistes, par les quatre Barbus	
Le Triomphe de l'anarchie.....	55 F
Chants anarchistes de la guerre d'Espagne.....	55 F
Marc Ogeret	
Chansons contre (1890-1914).....	53 F
Chansons contre (suite).....	50 F
Vivre.....	45 F
Marc Ogeret chante Bruant.....	43 F
Chansons de révolte de d'espoir.....	45 F
Rencontres.....	48 F
Autour de la Commune.....	52 F
Double disque d'or.....	75 F
Jacques Florencie	
Jacques Florencie chante Couté et Bruant.....	53 F
Daniel Vachée	
Porte de Clignancourt.....	50 F
Gil Cerisay	
A mes frères.....	50 F
Alain Aurenche	
L'Enfant mutant.....	58 F
Jacques Debronckart	
Un, deux, trois.....	45 F
Mouloudji chante Bernard Dimey	
Poèmes Voyous.....	90 F
Jean Sommer	
Ses débuts.....	45 F
Louis Capart	
Marie-Jeanne Gabrielle.....	50 F
Maurice Fanon	
La Petite Juive.....	52 F
Henri Tachan	
Bobino 82.....	95 F
Michel Mailhé	
Couleurs d'hommes.....	50 F
Marc Ogeret	
L'Internationale (version intégrale), 45 T.....	14 F
Paul Louha	
Petite liberté.....	50 F

Cette liste est non exhaustive. Dix pour cent de réduction sur les disques pour les porteurs de la carte d'auditeur de Radio-Libertaire.

RADIO « LIBRE » AU LIBERTAIRE LÉO FERRÉ

ILS ont voté et puis après... Dans une France anarchiste, je mettrai ces fumiers debout, à fumer le scrutin de liste jusqu'au mégot de mon dégoût...

C'est sur cette chanson, version après-10 mai, que Léo Ferré entama sa « radio libre » sur Europe 1 mardi dernier. Pendant deux heures, Léo, entouré de Yvan Levaï et de Daniel Cohn-Bendit répondit bêtement aux bêtes questions de Levaï, du genre : « Pour vous, Léo Ferré, l'amour, la violence, la solitude, l'anarchie (tiens ?), etc, et Dieu dans tout ça ?

Dany Cohn-Bendit évoqua les galas du *Monde libertaire*, précisant que ce journal existait toujours... Lui, ces temps-ci, se baptise « libertaire réformiste »... la valse des étiquettes continue.

A part ça, la « radio libre » en question esquiva toute tentative de dire des choses pas polles dans le poste... à commencer par parler des radios libres, par exemple, au hasard... Cohn-Bendit en toucha deux mots vite fait, et hop, un disque. De plus, sur deux heures d'émission, on a eu droit à vingt minutes de publicité... Après ça, bonjour les « radios libres »

sur Europe 1.

Ce qui est flagrant (pas comme un certain tribunal sévissant sur France-Inter et qui est un peu plus corrosif), ce qui est flagrant donc, c'est ce nouveau style de radio singeant tous les tics de la bande FM, faisant semblant de se planter dans le choix des disques, se permettant un « merde » de temps à autre, etc. Ils essayent de récupérer un public parti batifoler sur les ondes moins faisandées des radios libres (et non dérogées !), ou quoi ?

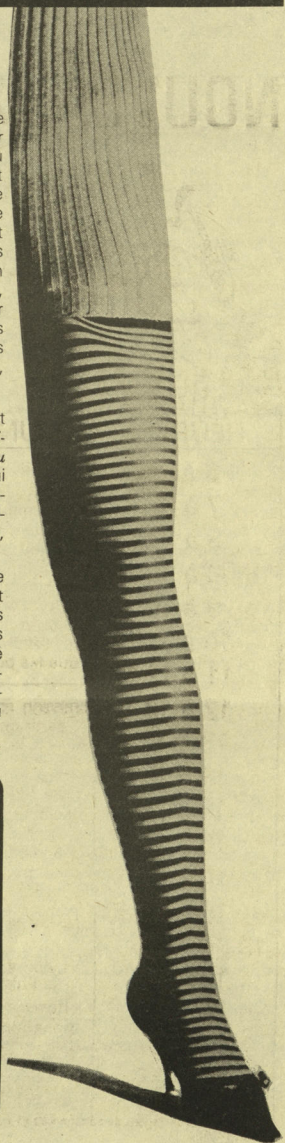
Enfin, Léo chanta en direct *Les Vitrines, Ostende, La Solitude, T'as de beaux yeux, tu sais*, etc. Il évoqua ceux qui chantent ses textes comme Catherine Ribeiro, Piaf, Henri Salvador, Caussimon, Pia Colombo, etc.

Hé Léo, passe plutôt un de ces quatre sur une radio qu'est pas tenue en laisse, où tu pourras dire des trucs plus intelligents et où tu ne seras pas découpé en tranches par les spots publicitaires-flattent-cons ! Radio-Libertaire, par exemple..., au hasard !...

Gilbert

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Mercredi 22 décembre : « Riz complet » (8-14 h) : le philosophe F. Aubral ;
- L'invité quotidien » (20-22 h) : l'anarchisme dans les années 80.
- Jeudi 23 décembre : Théâtre expérimental (14-16 h) : Invités : Pinoque et Matto ;
- « La vie d'artiste » (16-18 h) : le poète Pascale Flavigny.
- Samedi 25 décembre : (10-14 h) : chansons anticléricales.
- Dimanche 26 décembre : « Jazz en liberté » (17-20 h) : Richard Raux (saxophoniste).
- Jeudi 30 décembre : « La vie d'artiste » (16-18 h) : la compagnie Histoire et Théâtre de Danielle Netter.
- Dimanche 2 janvier : « Jazz en liberté » (17-20 h) : Trio free music : Axolotl.
- Lundi 3 janvier : « le magazine pour rire » (14-18) : Claude Serra chante Gaston Couté.



Les Français ont besoin des entreprises et les entreprises ont besoin des Français, a-t-on proclamé à Villepinte ! C'est vrai, mais les Français et les entreprises n'ont pas besoin des patrons !

LS étaient tous là ou à peu près tous, les absents par opportunisme étant de cœur avec la foule qui assistait aux états généraux du patronat français. C'est au moment où ils sentent que pour eux l'histoire va s'arrêter que les groupes humains se resserrent frileusement, et d'ailleurs, lorsqu'en 1789 le roi convoqua les états généraux — les vrais — les classes dirigeantes de cette époque étaient toutes là pour regarder l'histoire basculer !

Quinze mille, vingt mille, vingt-cinq mille ? Le service de propagande du CNPF s'est avéré efficace jusque dans ses plus infimes détails. Rien n'a été laissé au hasard, passé sous silence, pas même ce patron acculé à la faillite — dont les ouvriers ont repris l'affaire sous forme de coopérative — et qu'on voyait pleurer sur le petit écran où l'on ne manque jamais de faire la pute ! Il est toujours pénible de voir le chagrin étalé complaisamment aux yeux des foules et, devant ce spectacle, je pensais à tous ces chômeurs arrivés en fin de droits et qui se demandent ce qu'ils mangeront demain. Pour ceux-là, lorsqu'il s'est agi de diminuer les prestations payées par l'UNEDIC, Gattaz et ses acolytes — les patrons — n'ont pas été particulièrement tendres. Et la télévision ne nous les a pas présentés entourés de leur famille lorsque, consternés, ils ouvraient l'enveloppe où les ASSEDIC les informaient que les allocations étaient terminées.

Ce système économique, qui provoque des faillites ou du chômage, c'est leur système aux patrons de ce pays. Il s'agit d'une institution qui craque de toute part, entraînant la population vers la catastrophe, et ils n'ont aucun autre remède à y apporter que de tondre encore un peu plus les classes populaires. D'ailleurs, les faillites, comme le chômage, sont les soupapes de sécurité du système capitaliste libéral. Ils s'en accommodent lorsque les affaires vont bien et que la crise est simplement conjoncturelle et promet, après quelques difficultés des lendemains — j'allais écrire qui chantent — de gras dividendes. Mais aujourd'hui, notre patronat — le plus bête du monde — sent bien que les carottes sont cuites, que la crise prend la société à la gorge et que ce monde risque de s'écrouler. Il sent bien que quelqu'un va devoir payer et que, pour lui, le problème consiste à faire payer les autres.

A la grande messe de Villepinte, rien n'a manqué, pas même Pierre Bellemare, le bonimenteur de la télévision, venu faire le pître et transformant cette cohue qui prétendait à la journée historique en un de ces jeux radiodiffusés où l'on distribue du vent aux gogos ! On a bouffé du gouvernement à Villepinte, comme aux beaux temps du poujadisme, on a bouffé du syndicat comme aux beaux temps de Pompidou, on a bouffé du salarié comme aux beaux temps de l'Etat français ! Lorsque je regardais cette foule écouter des orateurs triés sur le volet par la direction patronale (c'est ça la liberté d'expression comme la conçoivent ces zigotos), je pensais à cette bourgeoisie féroce qui, tout au long de l'histoire, s'est considérée comme le nombril de la société et qui n'a jamais hésité, pour conserver le pouvoir et les moyens financiers qui en font le charme, à écraser le reste de la population de ce pays. Oui, je pensais aux Cabochards, à la Ligue, à la Fronde, aux Incroyables du Directoire, à cette bourgeoisie quarante-huitarde qui faisait sabrer les ouvriers sur les barricades par le général Cavaillac, à celle qui soutenait cette vieille baderne de Pétain. Et je cherchais dans cette foule, autour de ces patrons, ce complément indispensable à leur pouvoir et qui n'est jamais bien loin : le sabre et le goupillon. Il faut



Yvon Gattaz et Yvon Chotard

dire que Gattaz, grisé par son succès, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère, pratiquant le plus odieux des chantages, le chantage à l'embauche des jeunes travailleurs qui vont arriver à la fin de l'été prochain sur le marché du travail.

Avant d'énoncer son diktat, le représentant du patronat français avait déclaré solennellement que lui et ses amis étaient contre la lutte de classes ! Parbleu ! Lorsque les classes sont savamment délimitées par des hiérarchies de revenus et qu'on se trouve comme eux au sommet de cette hiérarchie, on ne voit pas ce qu'ils auraient à gagner à la lutte des classes, sinon à perdre la situation privilégiée qui est la leur ! Le drôle est plaisant, la lutte des classes ne peut aboutir qu'à une distribution différente du revenu national où lui et ses acolytes auraient tout à perdre. En rejetant la lutte des classes, Gattaz est pour la conservation du système de classes et pour le maintien d'une classe dirigeante et nantie dont il est l'un des plus solides piliers. Mais où le personnage ne manque pas de toupet, c'est lorsqu'il propose aux pouvoirs publics ce marché cynique : « Si vous voulez que nous embauchions les jeunes qui vont sortir des écoles, il faut diminuer nos charges de dix pour cent. » Je constate en passant qu'il y a du travail, que l'embauche est possible, mais que le patronat ne s'y résignera qu'en échange d'avantages concrets. Là, nous sommes loin de la patrie, de l'intérêt du pays et autres conneries qui dégoulinent des lèvres du sieur Gattaz lorsqu'il essaye d'apitoyer les pouvoirs publics. Mais après tout, ces charges qui le font pleurnicher ont comme but d'entretenir les structures

mentales se transformer sous l'emprise de la raison. Quelles que soient les qualités individuelles des hommes du patronat, ils sont formés par le milieu et ce milieu a sa logique propre, et les hommes — aussi estimables soient-ils, et il en existe — ne peuvent déroger aux obligations de la classe dirigeante à laquelle ils appartiennent, sous peine de voir s'écrouler tout l'édifice qui les ensevelirait sous ses ruines.

Cette manifestation avait un autre avantage : celui de tester la volonté des socialistes et des communistes de se refuser de passer sous les fourches caudines des chefs d'entreprises. A vrai dire, la réaction des dirigeants et des ministres socialistes à la provocation de Villepinte a été mince. Delors s'en est tiré par une pirouette au Conseil économique. Le Garrec a demandé à voir, les autres se sont tus. La presse elle-même a été prudente, en dehors de *L'Humanité* — journal avec lequel, pour une fois, je me trouve d'accord — qui a employé le mot de « provocation » ; c'est incontestablement ce mot que la démonstration des « ventres creux » de Villepinte imposait. Ce silence embarrassé de l'Elysée et de Matignon aux propositions de Gattaz et de ses acolytes outrageantes pour des socialistes n'a rien de surprenant. Ce qui a exaspéré l'insolence du patronat, c'est la faiblesse du gouvernement, et surtout des ministres socialistes de l'économie qui pèsent de tout leur poids pour que satisfaction soit donnée aux chefs d'entreprises. Ils savent bien qu'en laissant en place les structures du capitalisme libéral et si on ne partage pas le revenu national de façon égalitaire, le seul moyen de limiter provisoirement les dégâts c'est de faire payer les pauvres ! Les socialistes, en bloquant les salaires et en diminuant les prestations sociales ont donné un gage au régime. Ils ont fait le travail de la réaction, et les patrons ont bien compris qu'après ce compromis le gouvernement de gauche ne pourrait plus reculer devant de nouvelles exigences, et qu'il continuerait à faire la besogne de la droite en couvrant ses compromissions de grands mots et de phrases toutes faites qui font le trottoir depuis la Genève.

Mais ce qui, à Villepinte, a été l'astuce des « grosses têtes » du CNPF, c'est d'avoir fait coller étroitement les intérêts des patrons avec ceux de leurs entreprises. La formule dont ils se sont servis est jolie : « Les Français ont besoin des entreprises comme les entreprises ont besoin des Français », ce qui est évident. Mais à partir de cette formule, en usant d'un flou artistique, ils ont essayé de nous faire croire que le patron et l'entreprise sont indissolublement liés entre eux, ce qui est faux ! Dans l'entreprise, le patron joue le rôle de maquereau et, comme lui, il prélève sa dime sur le travail des autres, et cela, Proudhon mieux que personne nous en a expliqué le mécanisme. Et lorsqu'enfin l'entreprise se passe du patron — remplacé par une coopérative de production —, il ne lui reste plus à son tour qu'à se présenter à l'embauche.

Le but recherché à Villepinte, nous dit Gattaz, c'était de réconcilier les Français avec leurs entreprises. C'était l'objectif avoué, mais l'objectif réel était de réconcilier les Français avec leur patron, ce qui est une autre histoire. L'entreprise doit vivre sans le patron qui en est le ténia. Séparer l'entreprise du patron pour la donner aux Français, seule l'anarchie peut le faire !

Pourtant, cette foire, qui avait la prétention de singer les Etats Généraux, n'a pas manqué d'intérêt. Elle a montré à ceux qui auraient tendance à se laisser endormir par les « grands sentiments » que le patronat n'avait rien appris et rien oublié, et que la fonction d'autorité qu'il exerce rend vain tout espoir de voir sa